La Laïcité Turque: Une Analyse Succincte De L'évolution D'un Principe Constitutionnel^(*)

Türk Laikliği: Anayasal Bir İlkenin Evrimine İlişkin Kısa Bir Analiz

Turkish Laicism: A Brief Analysis of the Evolution of a Constitutional Principle

Dr. Öğr. Üyesi Seda DUNBAY^(**)

« Je voudrais qu'on comprenne en France l'effort que nous avons fait vers l'évolution sociale et la démocratisation de notre pays. La Révolution française a insufflé au monde entier l'esprit de la liberté, elle a été comme le soleil qui éclaire le monde. L'humanité en a été grandie et elle a pu prendre conscience de sa force. La Révolution française reste une base mais l'humanité a fait des progrès depuis. La démocratie turque, à un siècle de distance, a suivi la voie ouverte par votre démocratie mais elle s'est développée avec son caractère à elle. Car chaque nation fait sa révolution suivant les exigences de son milieu social, de son état intérieur et suivant l'époque où cette révolution se produit. Ce n'est pas le même phénomène qui se répète dans tous les temps et dans tous les pays. »^(***)

Mustafa Kemal

(Mercredi, 7 mars 1928 - Entretien mené avec le correspondant en Turquie du journal Le Matin.)

Résumé:

L'un des principes fondamentaux sur lesquels repose la Révolution turque est la laïcité, qui continue d'occuper une place importante pour la Turquie aujourd'hui, tout comme elle l'a fait hier. Contrairement à la France, d'où émane ce principe, les étapes vers la sécularisation ont été franchies en Turquie dans un laps de temps relativement court. Dans le processus suivant la proclamation de la République, des lois révolutionnaires ont été adoptées et mises en œuvre de manière sérielle. Dans ce cadre, sans prononcer ouvertement le concept de laïcité, un processus de

^(*) Makale hakem denetiminden geçmiştir.

Makale Geliş Tarihi: 07.05.2025 - Makale Kabul Tarihi: 16.08.2025.

^(**) Başkent Üniversitesi, Hukuk Fakültesi, Anayasa Hukuku Anabilim Dalı, Öğretim Üyesi, Ankara - Türkiye,

E-posta: sedadunbay@baskent.edu.tr,

Orcid: <https://orcid.org/0000-0003-2331-059X>.

^(***) « Le Matin », Lien: <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k576090ff1.image.r=mustafa%20kema1?rk=64378;0#> (consulté le 11.02.2025). C'est grâce au livre « Atatürk ve devrimler » de Niyazi Berkes que l'on a pris connaissance de cet entretien donné par Mustafa Kemal Atatürk au journal Le Matin. Par la suite, l'exemplaire du journal ayant publié l'entretien a été retrouvé grâce aux archives en ligne de la Bibliothèque nationale de France.

laïcisation a été amorcé, englobant le système juridique, la structure sociale et l'organisation de l'État. Jusqu'en 1928, la Constitution mentionnait que l'Islam était la religion de l'État. En 1937, la laïcité a été non seulement intégrée dans le texte constitutionnel mais également inscrite parmi les caractéristiques fondamentales de la République. Cependant, il est indéniable que les développements antérieurs à la proclamation de la République, notamment ceux qui ont suivi la période des Tanzimat, ont également joué un rôle crucial dans le processus qui a conduit à ce stade concret. La laïcité turque s'est modelée en fonction des conditions spécifiques de la société dans laquelle elle a émergé. L'un des éléments les plus remarquables qui distinguent l'application de ce principe est l'existence de la Présidence des Affaires Religieuses (Diyanet). Les critiques à l'égard de l'existence et du fonctionnement de cette institution persistent. En effet, la laïcité turque, qui repose sur le principe de la séparation de la religion de l'État tout en maintenant l'implication de ce dernier dans les affaires religieuses, s'inspire sous cet aspect de la période concordataire de la France. Cet article se propose ainsi d'examiner le principe constitutionnel de la laïcité sous divers angles: les conditions de son émergence, sa transcription dans les constitutions successives, la raison d'être du Diyanet en tant qu'institution singulière, les rapports entre la laïcité et les partis politiques, et enfin, le rôle de l'éducation dans le processus de sécularisation.

Mots-clés:

Laïcité turque, Laïcisation, La Constitution de 1924, La Constitution de 1961, La Constitution de 1982.

Öz:

Türk devriminin dayandığı ilkelerden biri olan laiklik, Türkiye için dün olduğu gibi bugün de önem taşımaya devam etmektedir. Söz konusu ilkenin kaynağı olan Fransa'ya kıyasla oldukça kısa bir sürede laikleşme yönünde adımlar atılmıştır. Cumhuriyetin ilanını takip eden süreçte seri bir biçimde devrim kanunları kabul edilerek yürürlüğe girmiştir. Bu çerçevede, laiklik kavram olarak yüksek sesle dile getirilmeksizin hukuk sistemi, toplumsal yapı ve devlet teşkilatlanmasını kapsayan laikleştirme sürecine gidilmiştir. Anayasa, 1928 yılına gelene kadar devletin dininin İslam olduğuna ilişkin ibareye yer vermiştir. 1937 yılına gelindiğinde ise laiklik hem anayasal koruma altına alınmış hem Cumhuriyetin temel nitelikleri arasında sayılmıştır. Ancak elbette Cumhuriyetin ilanı öncesinde, özellikle Tanzimat sonrasındaki gelişmelerin de somut olarak gelinen aşama bakımından önemi yadsınamaz. Türk laikliği içinde hayat bulunduğu topluma özgü koşullar ile şekil almıştır. Söz konusu ilkeyi uygulamada farklı kılan hususlardan en dikkat çeken Diyanet İşleri Başkanlığı'nın varlığıdır. Bu kurumun varlığına ve işleyişine getirilen eleştiriler sürmektedir. Nitekim, dinin devletten ayrılması ama devletin din işlerinden çekilmemesi anlayışına dayanan Türk laikliği, bu açıdan Fransa'nın konkordato döneminden ilham almıştır. Dolayısıyla, bu makalede anayasal bir ilke olan laiklik çeşitli açılardan ele alınmaktadır. Bir yandan ortaya çıktığı koşullar, öte yandan anayasalarımızda düzenleniş biçimi, ayrıksı bir kurum olarak Diyanet'in varlık sebebi, siyasi hayatın en temel unsurları olan siyasi partiler ve laiklik arasındaki ilişki ve de eğitimin laikleşme sürecindeki yeri mütevazı bir değerlendirmeye tabi tutulmaktadır.

Anahtar Kelimeler:

Türk Laikliği, Laikleşme, 1924 Anayasası, 1961 Anayasası, 1982 Anayasası.

Abstract:

Laicism, one of the foundational principles of the Turkish Revolution, continues to hold significance for Turkey today, just as it did in the past. Compared to its source country, France, the steps toward laicization in Turkey were undertaken within a relatively short period. Following the proclamation of the Republic, a series of revolutionary laws were rapidly adopted and implemented. In this context, a laicization process encompassing the legal system, social structure, and state organization was initiated without explicitly articulating the concept of laicism. Until 1928, the Constitution included a clause stating that the state's religion was Islam. However, in 1937, laicism was constitutionally protected and recognized as one of the fundamental characteristics of the Republic. Nevertheless, it is essential to acknowledge the significance of developments preceding the proclamation of the Republic, particularly those that occurred after the Tanzimat period, in understanding the concrete steps that led to the adoption of laicism. Turkish laicism has been shaped by the specific socio-political conditions of the society in which it emerged. One of the most striking aspects that distinguishes its implementation is the existence of the Directorate of Religious Affairs

(Diyanet İşleri Başkanlığı). Criticism regarding the existence and functioning of this institution persists. Indeed, the Turkish model of laicism, which is based on the separation of religion and state but not on the withdrawal of the state from religious affairs, draws inspiration from the concordat period in France. Thus, this article examines laicism as a constitutional principle from multiple perspectives. It analyzes the context in which it emerged, how the principle has been structured within Turkish constitutions, the rationale behind the existence of the Diyanet as a distinctive institution, the relationship between laicism and political parties - key actors in political life - and the role of education in the laicization process.

Keywords:

Turkish Laicism, Laicization, The 1924 Constitution, The 1961 Constitution, The 1982 Constitution.

Après la proclamation de la République en 1923, la Turquie a progressivement adopté une orientation laïque. La première mesure marquante prise dans cette direction a été la suppression, par un amendement constitutionnel¹ en avril 1928, de la mention relative à la religion de l'État dans la Constitution de 1924. Lorsque l'on est arrivé en 1937, la laïcité a été inscrite dans la Constitution comme l'une des caractéristiques fondamentales de la République de Turquie, marquant ainsi une étape majeure dans ce processus². De cette manière, la laïcité, en tant que principe, a été maintenue, du moins sur le plan technique, dans les Constitutions élaborées et promulguées au cours des années suivantes.

En substance, la laïcité turque doit être analysée sous deux angles distincts. Dans cette optique, il convient tout d'abord de considérer la signification que le principe de laïcité revêt dans la philosophie fondatrice de la République de Turquie. Par ailleurs, il est essentiel d'évaluer le modèle de référence ayant influencé sa mise en œuvre pratique.

L'inscription du principe de laïcité dans la Constitution, en tant que « niveau le plus élevé du droit national »³, ainsi que sa protection garantie, va bien au-delà, sur le plan technique, de la simple séparation apparente entre les affaires religieuses et celles de l'État⁴. Une série de réformes successives, mises en œuvre après la proclamation de la République, visaient non seulement à transformer l'État, mais également à doter la société d'une nouvelle structure⁵. Dans ce contexte, la laïcité a été perçue comme une clé de voute jouant un rôle essentiel dans la modernisation de la société⁶. D'autre part, bien que la France ait servi de référence pour la mise en œuvre de ce principe, il convient

¹ RG, 14.04.1928, S. 863.

² RG, 13.02.1937, S. 3533.

³ Kelsen, Hans, *General Theory of Law and State*, Cambridge-Massachusetts, 1949, p. 124.

⁴ Tanilli, Server, *Din ve Politika-Laik Barışın Dostları ve Düşmanları*, İstanbul, 2009, p. 58.

⁵ Tanilli, p. 59.

⁶ Tanilli, p. 59.

de préciser quel modèle de laïcité française a été effectivement adopté. Ainsi, bien que cette étude ne se propose pas d'établir une comparaison, il demeure néanmoins pertinent, dans une perspective générale, d'examiner si le modèle de laïcité ayant inspiré le cas turc renvoie à la période antérieure ou postérieure à la loi française de séparation des Églises et de l'État de 1905.

Dans le processus de structuration sociale, juridique et politique de la République de Turquie, les interrogations relatives à l'inspiration du principe de laïcité - érigé en pierre angulaire de sa philosophie fondatrice - ainsi qu'aux raisons ayant motivé sa mise en œuvre, revêtent sans nul doute une importance particulière. Toutefois, au-delà de ces questionnements, il demeure essentiel d'en évaluer les orientations futures. Une telle analyse permettrait de déterminer si ce fondement, l'une des caractéristiques majeures de la République de Turquie, désormais centenaire, s'est renforcé avec le temps ou si, au contraire, sa portée s'est progressivement réduite.

À cet égard, nous commencerons par nous pencher sur les mouvements d'occidentalisation et de modernisation qui ont précédé la création de la République de Turquie. **(I)** Le panorama de la période pré-républicaine révélera le mouvement de codification partielle initié par l'adoption des lois occidentales **(A)**, ainsi que la contribution de la Constitution de 1876 à l'évolution vers un modèle de modernisation occidentale **(B)**. Par conséquent, l'émergence de la laïcité, relevant du droit constitutionnel et de sa théorie, sur les terres que nous avons adoptées comme patrie, ainsi que son évolution et sa forme actuelle, peuvent être expliquées de manière plus accessible. Ensuite, l'analyse se concentrera sur l'évolution du processus après la proclamation de la République, permettant ainsi de mettre en évidence les étapes vers l'instauration de la laïcité. **(II)** Il s'agira, en premier lieu, d'examiner si la laïcité turque relève d'un transfert direct du modèle français ou plutôt d'une adaptation au contexte. **(A)** Dans un second temps, nous aborderons les tournants de la Révolution turque vers la laïcité. **(B)** D'une part, nous discuterons de la mise en place de la Présidence des Affaires religieuses (Diyanet İşleri Başkanlığı) **(1)**, perçue comme une initiative atypique, et d'autre part, des démarches entreprises pour la laïcisation de l'instruction **(2)**. Une autre question essentielle dans l'évaluation chronologique du processus de laïcisation après la proclamation de la République est la garantie constitutionnelle du principe de laïcité. **(C)** Nous examinerons d'abord comment les constituants de 1924 **(1)**, puis ceux de 1961 **(2)** ont interprété et intégré ce principe. Par ailleurs, il sera également souligné comment le principe de laïcité a été garanti par le biais de lois fondamentales. **(D)** Nous analyserons ensuite l'application du principe de laïcité dans le système constitutionnel actuel

de la Turquie. **(III)** Dans cette section, nous mettrons d'abord en évidence la place accordée à la laïcité dans la Constitution turque actuelle de 1982. **(A)** Conformément à la Constitution susmentionnée, nous évaluerons le rôle de la Présidence des affaires religieuses, qui contribue à faire de la laïcité turque un modèle distinct de celui de la France, ainsi que son statut croissant au fil des ans. **(B)** Ensuite, dans ce contexte, nous évaluerons comment le régime des partis politiques **(C)**, l'une des deux questions principales, ainsi que l'éducation nationale **(D)**, ont fonctionné et fonctionnent encore sous le cadre de l'ordre étatique laïque.

I. MOUVEMENTS DE MODERNISATION ET D'OCCIDENTALISATION AVANT L'INSTAURATION DE LA REPUBLIQUE TURQUE

La laïcité reflète le résultat du processus de laïcisation. Cela implique la nécessité de définir un cadre général sur la laïcisation pour mieux comprendre les raisons qui ont conduit à l'adoption du principe de laïcité comme règle fondamentale. Comme nous le savons, en France, la notion de laïcité est le fruit de nombreuses années d'efforts. La lutte pour distinguer la vie civile de la vie religieuse a commencé avec la Révolution de 1789. Ainsi, on peut affirmer que cette dernière a ouvert la voie à « l'idée de l'État laïque, neutre entre tous les cultes, indépendant de tous les clergés, dégagé de toute conception théologique »⁷. Quant à la Turquie, la laïcité turque est officiellement née avec la modification constitutionnelle de 1928 et a été consacrée comme principe fondamental inviolable de la République en 1937. Cependant, nous ne pouvons pas négliger les avancées réalisées à la suite du rescrit impérial de 1839 de l'Empire ottoman. Ainsi, l'histoire de l'idée laïque sur le territoire turc a commencé à émerger avec les réformes de Tanzimat. Il convient de souligner la volonté de modernisation et d'occidentalisation affirmée dès le début du XIXe siècle dans l'Empire ottoman pour comprendre l'adoption du principe de laïcité comme règle constitutionnelle en Turquie⁸. En d'autres termes, l'émergence du principe de laïcité, qui joue un rôle important dans l'élaboration de la structure institutionnelle de l'État républicain turc, trouve ses racines dans les réformes du Tanzimat⁹. Dans cette

⁷ Jean Baubérot, *Histoire de la Laïcité en France*, Paris, 2015, p. 4.

⁸ Jean Marcou, « La laïcité en Turquie: une vieille idée moderne », (*Confluence Méditerranée*, n° 33, Printemps 2000, p. 59-71), p. 61. Marcou précise dans son article un point de vue similaire celui que nous défendons: « ... cette laïcité républicaine apparaît comme la résultante des multiples débats et conflits sur la question religieuse et la modernisation qui ont agité la société ottomane à cette époque. ».

⁹ Niyazi Berkes, *Teokrasi ve Laiklik*, İstanbul, 2016, p. 47. Niyazi Berkes affirme que l'idée selon laquelle les premières tentatives de laïcité remontent à la période des Tanzimat n'est plausible que si l'on comprend la laïcité comme la séparation de la religion et des institutions étatiques.;

optique, il conviendra de présenter, dans un premier temps, un aperçu général des lois adoptées sous l'influence du droit occidental, depuis la période du Tanzimat jusqu'aux réformes ultérieures (A). Par la suite, il s'agira d'analyser brièvement la contribution de la Constitution de 1876 (Kanun-u Esasi) au processus de modernisation (B).

A. Démarches en vue de la Modernisation de la Législation par l'Adoption de Lois d'Inspiration Occidentale

La période appelée Tanzimat peut être définie comme une époque au cours de laquelle sont apparus les premiers indices d'un cheminement vers la laïcité. Bien entendu, les mesures adoptées dans ce cadre visaient davantage à moderniser les institutions et les structures qu'à instaurer directement un ordre étatique laïque. Ce que l'on veut souligner ici, c'est que les Tanzimat ont marqué le début de l'éloignement de l'État vis-à-vis de sa structure théocratique¹⁰. Les raisons d'une telle évaluation de la période des Tanzimat, considérée comme la première étape de la séparation des sphères temporelle et religieuse, peuvent être expliquées en les regroupant en plusieurs catégories.

Suivant la catégorisation de Tanör, il convient de noter que la première de ces raisons réside dans l'évolution de l'approche des systèmes de croyance non islamiques, passée d'un modèle fondé sur la tolérance à un modèle reposant sur les droits et les libertés¹¹. Une autre raison réside dans l'évolution du concept de souveraineté, qui, sous la forme d'une monarchie théocratique absolue, était considérée comme un pouvoir conféré par Dieu et attribué exclusivement au sultan¹².

Ce concept a commencé à changer, dans une certaine mesure, à la suite de la proclamation des édits impériaux de 1839 (Gülhane Hattı) et 1856 (Islahat)¹³. Ces documents constitutionnels sont ici analysés sous l'angle de leur impact juridique, plutôt que de se concentrer sur les raisons historiques

İbrahim Kaboğlu, « L'impact de la loi de 1905 sur la laïcité en Turquie », *Hommes et Migrations-Laïcité: les 100 ans d'une idée neuve. II. Culture(s), religion(s) et politique*, no: 1259, Janvier-Février 2006, p. 77. Comme l'indique Kaboğlu, les fondements de laïcité ont été posés durant les réformes du Tanzimat.; Élise Massicard, « L'organisation des rapports entre État et religion en Turquie », (*Cahiers de la recherche sur les droits fondamentaux*, no: 4, 2005, p. 119-128), p. 120. L'auteur souligne que les réformes mises en œuvre en faveur de la laïcisation dans la République de Turquie peuvent être considérées comme une continuité des réformes entreprises au XIX^e siècle dans l'Empire ottoman, lesquelles visaient à marginaliser les autorités religieuses et leurs compétences au profit du renforcement de l'État.

¹⁰ Bülent Tanör, *Osmanlı-Türk Anayasal Gelişmeleri*, İstanbul, 2011, p. 100.

¹¹ Tanör, p. 100.

¹² Tanör, p. 100.

¹³ Tanör, p. 100.

de leur promulgation. Par conséquent, comme l'analyse des deux documents constitutionnels le révèle, bien qu'ils reposent sur la déclaration unilatérale de la volonté du sultan, ils produisent le résultat de la limitation de l'autorité du monarque, qui jouit d'une souveraineté absolue. Une autre question importante concerne les effets des mouvements de réforme juridique de la période des Tanzimat sur la structure théocratique de l'État¹⁴. Bien que ces efforts ne puissent être considérés comme une révolution fondamentale, la structure générale du système judiciaire a évolué et adopté une forme différente de celle qu'elle avait auparavant. Si l'on devait résumer ce processus juridique en quelques lignes, on dirait que la législation française a servi de modèle pour la préparation des lois. En effet, les lois commerciales¹⁵, maritimes¹⁶, pénales¹⁷ et de procédure civile¹⁸ comptent parmi celles qui ont été intégrées à la législation ottomane par le biais de la réception. Par ailleurs, le Code des terres de 1858 (Arazi Kanunnamesi) constitue un autre texte important de cette époque, puisqu'il établissait des dispositions laïques en matière de propriété et d'héritage¹⁹.

L'autre progrès attirant l'attention a été réalisé dans les domaines des écoles militaires et juridiques. L'objectif des réformateurs de Tanzimat était de

¹⁴ Tanör, p. 100.

¹⁵ Coşkun Üçok/Ahmet Mumcu/Gülnehal Bozkurt, *Türk Hukuk Tarihi*, Ankara, 2007, p. 357. Ainsi, le premier code sur le droit privé (Kanunname-i Ticaret, 1850) de la période de Tanzimat a été adopté en traduisant les deux premières parties du code de commerce français de 1807. Parallèlement, le code de procédure commerciale a été adopté en s'inspirant de la législation française.; İliber Ortaylı, *Osmanlı Düşünce Dünyası ve Tarihyazımı*, İstanbul, 2007, p. 141. Comme le mentionne Ortaylı, aucune distinction relative à la religion ou à la secte n'était prévue pour les litiges commerciaux. De plus, contrairement au droit canonique de l'Islam, les compagnies étaient reconnues comme des personnes morales. Tanör, p. 101. Cette loi de 1850 représente l'adoption pour la première fois de la notion d'intérêt dans le système juridique ottoman, bien que ce concept soit incompatible avec le droit islamique.

¹⁶ Üçok/Mumcu/Bozkurt, p. 357. De même, le code de commerce maritime s'est inspiré particulièrement des principes du droit français.

¹⁷ Üçok/Mumcu/Bozkurt, p. 343-344. Le code pénal ottoman du 3 mai 1840, dont l'importance réside dans le fait qu'il s'agissait du premier code pénal de l'Empire applicable à tous les ressortissants ottomans. Par la suite, un nouveau code pénal fut adopté en 1851, introduisant un principe totalement opposé à celui du droit pénal islamique. Selon ce nouveau principe, l'État doit punir la personne déclarée coupable de ces violations, bien que les héritiers lui pardonnent selon la loi de talion de l'Islam. Enfin, le code pénal de 1858, largement inspiré des principes du code pénal français de 1810, fut adopté. Le code pénal ottoman de 1858 a été modifié plusieurs fois jusqu'à l'adoption du code pénal turc de 1926 par la Grande Assemblée nationale de Turquie. Sur ce point, il faut souligner qu'une de ces modifications avait été réalisée en prenant le code pénal italien de 1889 comme exemple. Le code pénal turc daté du premier juillet 1926 a été aussi préparé en traduisant ce code pénal italien. En bref, nous pouvons dire que le code pénal ottoman de 1858 sous-tend le code pénal turc de 1926. Plus tard, en 1879, le code de procédure pénale entra en vigueur, fruit de la traduction du code de procédure pénale français de 1808.

¹⁸ Üçok/Mumcu/Bozkurt, p. 344-346. En 1879, un code de procédure civile, reposant également sur les principes du code de procédure civile français de 1807, fut préparé.

¹⁹ Tanör, p. 102; Ortaylı, p. 142-143.

fournir les ressources nécessaires à la modernisation de l'armée et de la société. L'investissement dans l'éducation devait être considéré comme un projet à long terme, dont l'influence s'est ressentie tout au long du XIXe siècle²⁰.

Les réformes de Tanzimat ne peuvent pas être réduites à une simple période d'adoption de lois d'inspiration occidentale. Dans ce cadre, le Şûra-yı Devlet, créé en s'inspirant du modèle français et présentant certaines similitudes avec l'actuel Conseil d'État²¹, revêt une signification qui dépasse une simple évaluation dans ce contexte²². À part cela, on fut créé des tribunaux réguliers (Nizamiye mahkemeleri). Sous cet angle, une structure dualiste a été mise en place dans le domaine de la procédure juridique²³. Ainsi, les tribunaux religieux (Şer'i mahkemeler) ont commencé à perdre leur position de force²⁴.

Bien entendu, les progrès réalisés au cours des réformes de Tanzimat ne se limitent pas aux aspects évoqués précédemment. Il ressort clairement que l'un des objectifs majeurs de ces réformes d'envergure était aussi de transformer le système administratif de l'Empire. Ainsi, un modèle « presque rationnel et plus ou moins centralisé »²⁵ a été mis en place. De manière plus explicite, d'une part, l'organisation provinciale a été reconstruite; d'autre part, des institutions dédiées à la consultation et à la législation, ainsi qu'à la juridiction et au contrôle, ont émergé au sein du pouvoir central²⁶. Dans ce contexte, le système administratif français a une fois de plus servi de modèle pour la réalisation de cet objectif²⁷.

²⁰ Ortaylı, p. 141; Odile Moreau, L'Empire ottoman à l'âge des réformes: Les hommes et les idées du «Nouvel Ordre» militaire, 1826-1914, İstanbul, Institut français d'études anatoliennes, 2007, Lien: <https://books.openedition.org/ifeagd/1425>, (consulté le 18.02.2025).

²¹ Üçok/Mumcu/Bozkurt, p. 346; Atilla Nalbant, Principe de laïcité dans les Constitutions turques et la régulation du fait religieux, Laïcité en débat, Principes et Représentations en France et en Turquie, (dir.) Samim Akgönül, Strasbourg, 2008, p. 70.

²² Onur Karahanoğulları, Türkiye'de İdari Yargı Tarihi, Ankara, 2005, p. 156. Comme l'indique Karahanoğulları, le préambule du règlement du Şûra-yı Devlet définit les domaines d'intervention de l'institution comme suit: « Mener des travaux en vue de la réalisation de réformes, y compris l'élaboration de lois. Garantir le bon déroulement des relations entre l'État et les citoyens. Prendre en charge l'aménagement du pays ainsi que toutes les tâches connexes. »; Tanör, p. 104-105. Tanör qualifie le Şûra-yı Devlet d'institution représentative de nature primitive et met en avant son importance dans une perspective de droit constitutionnel.

²³ Üçok/Mumcu/Bozkurt, p. 336. Les auteurs soulignent qu'à la suite des réformes du Tanzimat, ce n'est pas une unification juridique qui a émergé, mais un mouvement dualiste.; Ortaylı, p. 142, 145.

²⁴ Ortaylı, p. 142.

²⁵ Nalbant, p. 70.

²⁶ Karahanoğulları, p. 71.

²⁷ Nalbant, p. 70.

B. Contribution de la Constitution de 1876 à la Modernisation selon un Modèle Occidental

La Constitution de 1876 constitue un point culminant dans l'histoire juridique ottomane. C'est ainsi que nous la considérons, car elle a ouvert la voie à un « processus de développement moderne et laïc de manière irréversible »²⁸.

L'une des principales raisons pour lesquelles cette Constitution peut être considérée comme un indicateur de l'évolution vers un processus laïc réside dans le fait que les articles relatifs au titre « Du droit public des Ottomans » montrent qu'aucune distinction n'est faite en fonction de la religion ou des différentes tendances religieuses²⁹. Par exemple, l'article 8 de ladite Constitution prévoit expressément que tout citoyen de l'État Ottoman est considéré comme « Ottoman », quelle que soit sa religion ou sa tendance religieuse³⁰. Dans le même esprit, cette Constitution, bien que l'islam soit affirmé comme religion de l'État, souligne la protection par l'État de l'exercice de toutes les religions reconnues dans l'Empire³¹.

De même, l'article 9 stipule que tous les sujets ottomans jouissent des libertés individuelles, indépendamment de leur affiliation religieuse. Il précise en outre que l'exercice de ces libertés implique l'obligation de ne pas porter atteinte aux libertés d'autrui³². De plus, tous sont considérés égaux devant la loi, bénéficiant des mêmes droits et assumant les mêmes devoirs, sans que leurs croyances religieuses n'influencent cette égalité. Dans le prolongement de ce principe d'égalité, la Constitution prévoit également que l'admission à la fonction publique doit être régie par les critères de compétence et de mérite³³.

Une autre disposition digne d'intérêt est celle qui reconnaît aux Ottomans le droit d'adresser des pétitions tant à l'autorité compétente qu'à l'Assemblée générale³⁴. En ce qui concerne le droit à l'enseignement, tel que garanti par l'article 15, il est expressément énoncé que l'enseignement est libre et que tous les citoyens sont habilités à bénéficier d'un enseignement public ou privé, sous réserve du respect des prescriptions législatives en vigueur³⁵. De même, l'article

²⁸ Ortaylı, p. 143.

²⁹ Abdolonyme Ubicini, *La Constitution Ottomane du 7 zilhidjé 1293 (23 décembre 1876)*, Paris, 1877, p. 23-27.

³⁰ Ubicini, p. 23.

³¹ Ubicini, p. 24. L'article 11 de la Constitution de 1876.

³² Ubicini, p. 23.

³³ Ubicini, p. 26. L'article 19 de la Constitution de 1876.

³⁴ Ubicini, p. 24. L'article 24 permet aux sujets ottomans de présenter des pétitions non seulement en raison de l'infraction d'une loi ou d'un règlement ayant un impact négatif direct sur leur personne ou sur l'intérêt public, mais également pour se plaindre des comportements des fonctionnaires.

³⁵ Ubicini, p. 25.

suyivant indique sans ambiguïté que toutes les écoles sont sous la surveillance de l'État. Il met en outre en évidence l'initiative visant à unifier et organiser l'enseignement dispensé dans ces établissements, en soulignant que celle-ci ne saurait nuire à l'éducation religieuse des différentes communautés³⁶.

Par ailleurs, bien que cette Constitution ait introduit une possibilité de représentation limitée, elle a néanmoins garanti la participation des sujets ottomans à l'administration, indépendamment de leur appartenance religieuse³⁷.

II. PANORAMA CHRONOLOGIQUE DE L'ÉVOLUTION VERS UNE RÉPUBLIQUE LAÏQUE EN TURQUIE

Entre 1922 et 1937, d'importantes réformes ont été mises en œuvre en Turquie pour établir les bases d'une République laïque. Il est largement admis que ces réformes ont, dans une large mesure, été inspirées par la laïcité française.

Dans ce cadre, il s'agira d'abord de mettre en lumière le modèle ayant présidé à l'élaboration des fondements de la laïcité à la turque dans un contexte général (A). Nous analyserons ensuite les démarches réformatrices entreprises avant la proclamation de la République et durant ses premières années (B). Enfin, nous examinerons l'intégration du principe de laïcité dans le corpus constitutionnel (C).

A. Transfert de Modèle ou Adaptation ? L'Héritage Français dans la Construction de la Laïcité Turque

Il convient, au préalable, de revenir brièvement sur les principales démarches de laïcisation menées en France, avant d'examiner dans quelle mesure le modèle français a été directement transféré ou, au contraire, adapté aux spécificités de la vie républicaine turque. Le point de départ de la laïcité, entendue comme la séparation entre le spirituel et le temporel, s'est manifesté en France lors de la Révolution française, avec la révolte contre la monarchie absolue. L'église catholique qui bénéficiait du statut de religion officielle, et les rois de France, considérés comme représentants de Dieu, ont été remis en question dès les premières semaines de la Révolution³⁸.

³⁶ Ubicini, p. 25. L'article 16 de la Constitution de 1876.

³⁷ Ubicini, p. 32, 37. Conformément à l'article 42, l'Assemblée générale se compose de la Chambre haute, appelée Chambre des seigneurs, et de la Chambre basse, désignée sous le nom de Chambre des députés. Par ailleurs, l'article 65 précise que la Chambre des députés est constituée d'individus de sexe masculin possédant la qualité de sujet ottoman. Chaque groupe de cinquante mille individus de cette catégorie est représenté par un député, conformément à l'article susmentionné.

³⁸ Valentine Zuber, « La laïcité française, une exception historique, des principes partagés », Revue du droit des religions, no: 7, 2019, p. 193-205, Lien: <https://journals.openedition.org/rdr/305#quotation> (consulté le 22.02.2025).

Dans cette optique, le principe de la souveraineté nationale a été adopté comme fondement de la vie politique³⁹. Ce principe a été formalisé par la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789, libérant ainsi l'État de l'influence religieuse⁴⁰. Essentiellement, l'instauration d'un ordre étatique laïque, dans lequel la volonté générale est érigée en principe décisif et la liberté religieuse garantie, a parallèlement accompagné l'émancipation institutionnelle de l'État de l'hégémonie de la religion officielle. C'est ainsi que la laïcité est devenue un principe fondamental de la République française.

En somme, l'idée républicaine⁴¹, reposant à la fois sur l'émancipation de l'État vis-à-vis de la religion et sur la souveraineté nationale, est née en même temps. Des mesures ont été prises pour que, d'une part, aucun culte ne bénéficie de subventions publiques en France et, d'autre part, pour renforcer la protection de la liberté des cultes. Par ailleurs, la laïcisation de l'enseignement a constitué un enjeu majeur pour les révolutionnaires. Ainsi, la laïcité a acquis une valeur constitutionnelle pour la première fois dans la Constitution du 27 octobre 1946, dont le préambule consacre ce principe⁴².

Quant à la République de Turquie, bien que l'influence de la France sur l'émergence de l'idée de laïcité y soit indéniable, il est difficile de soutenir que son modèle a été adopté de manière identique, comme l'a précisé Tanör⁴³. Le modèle turc de la laïcité s'est épanoui tout en « reposant sur une base différente »⁴⁴. Karahanoğulları reconnaît l'influence exercée par la France dans

³⁹ Zuber, « La laïcité française, une exception historique, des principes partagés »

⁴⁰ Zuber, « La laïcité française, une exception historique, des principes partagés »; « Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 », Lien: <https://www.conseil-constitutionnel.fr/le-bloc-de-constitutionnalite/declaration-des-droits-de-l-homme-et-du-citoyen-de-1789> (consulté le 22.02.2025) Le premier alinéa de l'article 3 de ladite Déclaration affirme clairement le principe de la souveraineté nationale, en disposant que « Le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la nation. »

⁴¹ « Révolution française-21 septembre 1792 La convention nationale et la fin de la royauté », Lien: <https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/histoire-et-patrimoine/revolution-francaise/la-convention-nationale-et-la-fin-de-la-royaute#date> (consulté le 22.02.2025) La royauté fut abolie le 21 septembre 1792 en France, et le jour suivant marqua le début de l'an premier de la République française.

⁴² Pour en savoir plus sur l'évolution de la laïcité en France, veuillez consulter l'article suivant: Seda Dunbay, « Analyse Juridique du Principe de Laïcité, Une Valeur Essentielle de la République Française », (Kadir Has Üniversitesi Hukuk Fakültesi Dergisi, vol. 12, no: 1, Juin 2024, p. 39-66); Michel Troper, « French Secularism, or Laïcité », *Cardozo Law Review*, vol: 21, no: 4, Février 2000, p. 1267-1283), p. 1276. L'auteur souligne que le principe de laïcité, instauré par la loi de séparation de 1905, a été ultérieurement clarifié par la Constitution de 1946.

⁴³ Bülent Tanör, « Laiklik, Cumhuriyet ve Demokrasi », (éd.) İbrahim Ö. Kaboğlu, *Laiklik ve Demokrasi*, Ankara, 2001, p. 31.

⁴⁴ Tanör, « Laiklik, Cumhuriyet ve Demokrasi », p. 31; Anıl Çeçen, *Atatürk ve Cumhuriyet*, Ankara, 1994, p. 148. Çeçen souligne qu'il est important que la société parvienne à une compréhension de la laïcité qui lui soit propre et d'une portée large.

la construction de la laïcité en Turquie, mais il soutient que c'est le « régime concordataire »⁴⁵ qui a été pris pour modèle⁴⁶. Il souligne que les réformes visant à laïciser, lancées dès les années 1880 sous la Troisième République française, avant même la loi de séparation de 1905, ont servi de modèle dans le contexte turc⁴⁷. Akgönül analyse la laïcité en Turquie sous les angles politique, juridique et social. Il soutient que, malgré le maintien d'un système juridique laïque, une politique de dé-laïcisation de la société a été conduite en Turquie au cours des dernières années⁴⁸. En revanche, selon lui, sur le plan politique, la Turquie n'a jamais véritablement présenté une structure authentiquement laïque, et cette situation aurait aujourd'hui connu une érosion encore plus marquée⁴⁹. À ce stade, il nous semble nécessaire d'émettre une réserve à l'égard de la première partie de l'affirmation de l'auteur. Cela s'explique par la nature singulière de la structure de la laïcité turque. Si l'on cherche à identifier le « principe de l'autonomie réciproque »⁵⁰, apparu en France avec la loi de 1905, dans l'étude de la laïcité turque, il est évident que la thèse de l'auteur ne saurait être remise en question. Cependant, en examinant la laïcité turque à la lumière du régime concordataire français, on constate une structure similaire dans laquelle la religion n'interfère pas dans les affaires de l'État et l'État régule les affaires religieuses.

Comparativement à la France, qui a été l'un des premiers États à mettre en pratique la séparation de la religion et de l'État - laquelle constitue la signification fondamentale du principe de laïcité -, la laïcisation de la société turque s'est effectuée dans un laps de temps beaucoup plus court. Plus précisément, les étapes les plus emblématiques de l'introduction et du développement de la laïcisation s'avèrent regroupées sur les quatorze années qui ont suivi la proclamation de la République.

⁴⁵ « Le régime de séparation entre l'État laïque et les cultes », Lien: <https://www.vie-publique.fr/eclairage/20205-laicite-le-regime-de-separation-entre-letat-et-les-cultes> (consulté le 25.02.2025) Le régime concordataire fait référence à la période précédant la loi de séparation de 1905, au cours de laquelle la France, en tant qu'État, reconnaissait et finançait quatre religions établies sur son territoire. Ces cultes étaient les suivants: catholique, protestant réformé et luthérien, israélite. Dans le cadre du régime concordataire, l'État français assumait la rémunération des ministres du culte et exerçait une influence directe sur leur désignation.

⁴⁶ Onur Karahanoğulları, ABD ve Fransa'da Laiklik-Din Kamu Hizmetlerinin Kaldırılması, Ankara, 2023, p. 7, 14.

⁴⁷ Karahanoğulları, p. 7, 14.

⁴⁸ Samim Akgönül, « La laïcité à la turque à l'épreuve d'un régime a-laïque », (Revue du droit des religions, no: 14, Novembre 2022, p. 87-105), p. 105.

⁴⁹ Akgönül, p. 105.

⁵⁰ Bülent Tanör/Necmi Yüzbaşıoğlu, 1982 Anayasasına Göre Türk Anayasa Hukuku, İstanbul, 2014, p. 97. Le principe de l'autonomie réciproque implique non seulement l'absence d'ingérence de la religion dans les affaires de l'État, mais aussi l'absence d'intervention de l'État dans les affaires religieuses et l'organisation religieuse.

Bien que tel soit le cas, des enjeux politiques et sociaux persistent, rendant difficile l'affirmation selon laquelle l'importance du caractère laïque de la République pour la cohésion sociale et la démocratisation aurait été pleinement comprise. Une telle affirmation repose sur le constat que, dans la Turquie contemporaine, la garantie constitutionnelle du caractère laïque de la République demeure largement théorique. Plus précisément, des différences significatives entre la théorie et la pratique ont commencé à apparaître, ce qui mérite une attention particulière. Les origines de ces problèmes sont, en grande partie, liées à la question de la démocratisation.

À ce stade, il est pertinent de recourir à Jean Jaurès, qualifié de « parrain »⁵¹ de la loi de séparation de 1905, établissant une équivalence directe entre démocratie et laïcité dans son argumentation⁵². Selon Jaurès, pour qui la démocratie repose sur l'égalité des droits, toute distinction fondée sur la seule appartenance religieuse, qu'elle entraîne un avantage ou un désavantage, va à l'encontre de cet idéal⁵³. Toutefois, bien que la laïcité, en tant que principe, soit effectivement mise en œuvre dans l'État démocratique contemporain - considéré comme l'avant-garde du pluralisme et des libertés - rien ne permet d'affirmer qu'un État laïque soit nécessairement démocratique. En somme, s'il est inexact de prétendre que tous les systèmes laïques sont inéluctablement démocratiques, l'on peut néanmoins soutenir que l'ensemble des systèmes démocratiques contemporains se caractérisent, en pratique, par la mise en œuvre du principe de laïcité⁵⁴.

Cette observation s'applique-t-elle également à la conception républicaine de la laïcité ? En d'autres termes, un État qui se définit comme une République doit-il nécessairement être laïque ? Et, inversement, tout État laïque doit-il être organisé sous la forme républicaine ? Le choix de la forme républicaine de l'État n'implique pas nécessairement l'adoption d'une organisation politique fondée sur la laïcité. En effet, le concept de République désigne « une forme de gouvernement excluant le principe héréditaire au profit de l'élection »⁵⁵. Si l'on s'en tient à cette définition minimale, il apparaît clairement que le seul fait d'être une République ne suffit pas à fonder un système laïque⁵⁶.

⁵¹ Jean Baubérot-Vincent, « Jean-Jaurès et la laïcité de 1905 », Lien: <https://blogs.mediapart.fr/jean-bauberot/blog/090514/jean-jaures-et-la-laicite-de-1905> (consulté le 25.02.2025) Baubérot-Vincent a également affirmé qu'Aristide Briand pouvait être qualifié de « père » de la loi de 1905.

⁵² Jean Jaurès, « L'enseignement laïque - Discours du citoyen Jaurès », Revue internationale des francophonies Lien: <https://rfrancophonies.com/index.php?id=1319?id=1319#ftn1> (consulté le 25.02.2025) Jaurès a eu recours à l'adjectif « identique » pour qualifier la relation entre les termes démocratie et laïcité dans son discours prononcé en juillet 1904.

⁵³ Jaurès, « L'enseignement laïque - Discours du citoyen Jaurès »

⁵⁴ Tanör/Yüzbaşıoğlu, p. 93.

⁵⁵ Pierre Avril/Jean Gicquel, Lexique de droit constitutionnel, Paris, 2013, p. 105-106.

⁵⁶ En effet, bien que la forme de l'État en Iran soit républicaine, un système laïque n'y existe pas.

Dans ce contexte, il convient d'examiner la laïcité française, «longtemps comprise comme une exception»⁵⁷, ainsi que le modèle turc, en posant la question suivante: pourquoi, comme dans ces deux exemples, la République est-elle considérée comme un élément incontournable d'un système laïque ?

En France, la laïcité républicaine s'est historiquement construite contre l'influence prépondérante de l'Église catholique qui, au nom de Dieu, prétendait exercer une autorité supérieure à celle du peuple⁵⁸. Autrement dit, cette opposition contre le cléricisme montre que « laïcité républicaine est nécessairement démocratique »⁵⁹. Cela montre que le caractère laïque de la République française résulte à la fois du rejet de la monarchie absolue et de l'affirmation progressive de la souveraineté populaire face au pouvoir religieux. Il ne s'agit donc pas d'un simple choix idéologique, mais bien d'une nécessité issue d'un contexte historique spécifique.

Bien que la République turque ait été fondée par la suppression de la monarchie ottomane, les bases concrètes de la république laïque ont été posées pendant la période qui a suivi l'abolition du califat. Cela dit, il est important de rappeler que l'Islam ne comporte pas de clergé, ce qui singularise encore davantage le modèle turc. En résumé, en Turquie, la république laïque symbolise l'opposition au sultanat, incarné par le sultan qui portait le titre de calife et prétendait détenir son autorité de Dieu.

Sur le plan théorique, le fait pour un État d'adopter la forme républicaine ne le soumet pas nécessairement à un système laïque; néanmoins, tant en France qu'en Turquie, la portée symbolique et fonctionnelle de cette forme d'État est envisagée dans une perspective bien plus large. À ce stade de l'analyse, il est possible d'adapter à la Turquie l'observation de Pierre Hayat concernant la France, selon laquelle la république laïque est « l'expression institutionnelle du principe démocratique de la souveraineté nationale »⁶⁰. En outre, à ce stade, l'idée selon laquelle l'État laïque, agissant au nom de la République, doit s'abstenir de toute ingérence autoritaire dans le domaine de la conscience est devenue un élément clé en France⁶¹. En Turquie, en revanche, la laïcité est perçue avant tout comme la garante de la vie moderne, constituant ainsi « le cœur même de la philosophie de fondation et d'existence de

⁵⁷ Bruno Michon, « Laïcité(s) et Démocratie: Entre Liberté de Conscience et Émancipation », (Pensée plurielle, vol: 47, no: 1, p. 105-125), p. 108.

⁵⁸ Pierre Hayat, « La Laïcité Républicaine-Déterminations, implications et enjeux », (Le Philosophoïre, vol: 39, no: 1, 2013, p. 31-44), p. 34.

⁵⁹ Hayat, p. 34.

⁶⁰ Hayat, p. 33.

⁶¹ Hayat, p. 34.

la République »⁶². Il existe aussi l'idée selon laquelle la préservation de la révolution turque dépend de la mise en œuvre effective du principe de laïcité⁶³.

B. Les Étapes Décisives de la Révolution Turque vers la Laïcisation

1. La Création de la Présidence des Affaires Religieuses: une Approche Singulière

Le principe de laïcité constitue un fondement essentiel régissant la distinction entre la sphère civile et la sphère religieuse. Ce principe, considéré comme « pierre angulaire des relations entre l'État et la religion dans la France moderne »⁶⁴, a également influencé le processus d'institutionnalisation de l'État en Turquie contemporaine. La dynamique de laïcisation a constitué, dans son essence, un terrain propice à la mise en œuvre des réformes institutionnelles et idéologiques relevant de la superstructure⁶⁵. En effet, érigée en condition sine qua non du processus de modernisation, la laïcité a été appréhendée, dans une perspective positiviste, comme un principe garantissant la dissociation entre les affaires religieuses et celles de l'État⁶⁶.

Dans ce prolongement, la Grande Assemblée nationale de Turquie a d'abord décidé, le 1er novembre 1922, d'adopter une loi visant à abolir le sultanat. Par la suite, la République a été proclamée en octobre 1923. Il convient de souligner que la proclamation de la République ne résulte pas d'une simple coïncidence. Elle traduit, au contraire, une volonté manifeste d'instaurer un système laïc⁶⁷. De plus, l'énoncé « la souveraineté appartient sans condition ni restriction au peuple »⁶⁸, inscrit dans la Constitution de 1921 et repris par la suite, montre clairement que « la source de la souveraineté est laïque »⁶⁹.

⁶² Tanör/Yüzbaşıoğlu, p. 96.

⁶³ Tarık Zafer Tunaya, *Türkiye'de Siyasal Gelişmeler (1876-1938)-Mütareke, Cumhuriyet ve Atatürk*, İstanbul, 2016, p. 144.

⁶⁴ Eoin Daly, « The Ambiguous Reach of Constitutional Secularism in Republican France: Revisiting the Idea of Laicity and Political Liberalism as Alternatives », (*Oxford Journal of Legal Studies*, vol. 32, no: 3, 2012, p. 583-608), p. 583.

⁶⁵ Anıl Çeçen, *Kemalizm*, İstanbul, 1999, p. 188.

⁶⁶ Çeçen, p. 131.

⁶⁷ Yılmaz Aliefendioğlu, « Laiklik ve Laik Devlet », (éd.) İbrahim Ö. Kaboğlu, *Laiklik ve Demokrasi*, Ankara, 2001, p. 85-86. Ainsi que le souligne l'auteur, la transition vers un ordre laïque en Turquie a débuté avec l'instauration de la République. De même, comme il le précise, la proclamation de la République, après l'abolition du sultanat, marque le deuxième pas vers la laïcité.; Çeçen, *Atatürk ve Cumhuriyet*, p. 143. L'auteur soutient que l'un des principes qui reflète le mieux la vision du républicanisme d'Atatürk est la laïcité.

⁶⁸ Suna Kını/Şeref Gözübüyük, *Sened-i İttifaktan Günümüze Türk Anayasa Metinleri*, İstanbul, Türkiye İş Bankası Yayınları, p. 105. Le nom original de la Constitution de 1921 est « Teşkilat-ı Esasiye Kanunu », qui pourrait être traduit en français par: la Loi sur l'organisation fondamentale ou essentielle.

⁶⁹ Tanör/Yüzbaşıoğlu, p. 94; Tanilli, p. 57. Tanilli affirme que le choix de fonder dès le départ la théorie de la souveraineté sur le principe de souveraineté nationale constitue une base essentielle pour l'instauration d'un ordre laïque.

Dans un second temps, une série de lois qualifiées révolutionnaires a été promulguée le 3 mars 1924, parmi lesquelles figurait l'abolition du califat⁷⁰. Il convient de souligner que, conformément à l'article premier de la loi n° 429, adoptée ce même jour, une Présidence des affaires religieuses (Diyanet İşleri Reisliği), plus connue sous le nom de Diyanet, a été instituée au sein de la République de Turquie. De manière plus précise, cet article a permis de définir les modalités d'organisation des affaires religieuses et temporelles. Dans ce cadre, il est explicitement stipulé que la législation et l'exécution des dispositions relatives à l'ensemble des relations sociales relèvent de la Grande Assemblée nationale de Turquie ainsi que du gouvernement qu'elle a constitué. Cependant, la gestion des affaires liées à la foi et au culte de la religion islamique, ainsi que l'administration des institutions religieuses, sont confiées au Diyanet, qui était rattachée à l'Office du Premier ministre⁷¹. De plus, le responsable de cette institution est nommé par le Président de la République, sur recommandation du Premier ministre⁷². Ainsi, comme nous l'avons vu, il n'existe plus de ministère chargé des affaires religieuses. Autrement dit, cette institution ne fait pas partie du Gouvernement mais reste placée sous le contrôle direct du Premier ministre. Son instauration permet aux organes législatifs et exécutifs d'exercer leurs compétences sans avoir à tenir compte de la conformité de celles-ci avec la religion musulmane⁷³.

Cela montre également que, selon la philosophie fondatrice de la République, les autorités publiques ont directement pris en charge la gestion des affaires religieuses, attribuant à l'institution le statut de bureau administratif⁷⁴. La création du Diyanet constitue une exception notable dans l'articulation traditionnelle entre la sphère religieuse et celle de l'État. Dans ce cadre, Çitak

⁷⁰ « Hilâfetin İlgasına ve Hanedanı Osmaninin Türkiye Cumhuriyeti Memaliki Haricine Çıkarılmasına Dair Kanun », Lien: https://www5.tbmm.gov.tr/tutanaklar/KANUNLAR_KARARLAR/kanuntbmmc002/kanuntbmmc002/kanuntbmmc00200431.pdf (consulté le 2.03.2025) Le califat a été aboli quinze mois trois jours après la suppression du sultanat. D'autre part, une série de lois révolutionnaires a été promulguée le 3 mars 1924, parmi lesquelles figurait l'abolition du califat. À cette même date, le Ministère de la Religion et des Fondations religieuses (Şeriye ve Evkaf Vekaleti), ainsi que le Ministère de la Guerre (Harbiye Vekaleti), ont également été supprimés. L'abolition de ces deux ministères s'est faite par la loi numéro 429 du 3 mars 1924.

⁷¹ « Şeriye ve Evkaf ve Erkanı Harbiye Umumiye Vekaletlerinin İlgasına Dair Kanun », Lien: https://www5.tbmm.gov.tr/tutanaklar/KANUNLAR_KARARLAR/kanuntbmmc002/kanuntbmmc002/kanuntbmmc00200429.pdf (consulté le 2.03.2025) L'article 4 de la Loi portant suppression du Ministère de la Charia et des Fondations religieuses et du Ministère de l'État-major général.

⁷² « Şeriye ve Evkaf ve Erkanı Harbiye Umumiye Vekaletlerinin İlgasına Dair Kanun », Lien: https://www5.tbmm.gov.tr/tutanaklar/KANUNLAR_KARARLAR/kanuntbmmc002/kanuntbmmc002/kanuntbmmc00200429.pdf (consulté le 2.03.2025) L'article 3 de la Loi portant suppression du Ministère de la Charia et des Fondations religieuses et du Ministère de l'État-major général.

⁷³ M. Nuri Kodamanoğlu, «Laik devlet düzenimizin ilk yasal dayanağı», (Ankara Üniversitesi Türk İnkılap Tarihi Enstitüsü Atatürk Yolu Dergisi, A. 1991, V. 2, n° 2, p. 643-646), p. 644.

⁷⁴ Tanör/Yüzbaşıoğlu, p. 96, 98.

l'a interprétée comme le « produit d'une profonde méfiance envers l'Islam »⁷⁵. Il semble difficile de réduire cette institution à une simple manifestation d'un scepticisme marqué à l'égard de la religion. Selon nous, la création d'une telle institution répond avant tout à la volonté de poser des bases solides pour un ordre étatique laïque, jamais encore expérimenté dans un pays à majorité musulmane. De plus, comme nous l'avons déjà mentionné, la concrétisation du principe de laïcité en Turquie s'est réalisée dans un laps de temps bien plus restreint que celui constaté en France⁷⁶. Il est ainsi possible de soutenir que cela a conduit à une approche interventionniste de l'État, qui, de manière unilatérale, a cherché à maintenir une séparation totale entre la religion et les affaires temporelles. À part cela, une analyse du sens attribué au principe de laïcité dans le contexte de la Révolution turque peut permettre de mieux comprendre les raisons ayant conduit à la création d'une institution telle que le Diyanet. La laïcité a été perçue, d'une part, comme une lutte pour la modernisation contre l'idéologie de l'exploitation religieuse, et, d'autre part, comme un principe garantissant l'indépendance nationale et la liberté des citoyens⁷⁷. Cette démarche est en parfaite cohérence avec l'objectif de la Révolution turque. En effet, celle-ci visait à fonder une nouvelle société et un nouvel État sur les piliers de la nationalisation, de la laïcisation et de la démocratisation⁷⁸.

La loi n° 429/1924 du 3 mars 1924 confère au Diyanet son premier statut juridique. Elle ne contient aucune disposition détaillée concernant l'organisation interne ni les ressources humaines de cette institution. Elle se contente néanmoins de souligner que son Président est chargé d'administrer tous les lieux de culte, ainsi que de nommer et de destituer les autorités religieuses⁷⁹. En outre,

⁷⁵ Zana Çitak, « D'acteur national à transnational: la Diyanet en Europe », (Cahiers de l'obTic, A. 2012, n° 2, p. 9-14), p. 10.

⁷⁶ Cf. supra, p. 10.

⁷⁷ Berkes, *Atatürk ve Devrimler*, p. 193.

⁷⁸ Tanör, *Osmanlı-Türk...*, p. 326.

⁷⁹ « Şeriye ve Evkaf ve Erkanı Harbiye Umumiye Vekaletlerinin İlgasına Dair Kanun », Lien: https://www5.tbmm.gov.tr/tutanaklar/KANUNLAR_KARARLAR/kanuntbmmc002/kanuntbmmc002/kanuntbmmc00200429.pdf (consulté le 5.03.2025) Sur ce point, il convient de préciser que l'expression « lieux de culte » englobe non seulement les mosquées et les petites mosquées, mais aussi les couvents de derviche (tekke) et les monastères musulmans appelés zawiya, selon l'article 5 de Loi portant suppression du Ministère de la Charia et des Fondations religieuses et du Ministère de l'État-major général.; « Tekke ve zaviyelerle türbelerin şeddine ve türbedarlıklar ile bir takım unvanların men ve ilgasına dair kanun », Lien: https://www5.tbmm.gov.tr/tutanaklar/KANUNLAR_KARARLAR/kanuntbmmc004/kanuntbmmc004/kanuntbmmc00400677.pdf (consulté le 5.03.2025) Cependant, tous les couvents de derviches et les monastères musulmans (zawiyas) ont été interdits par le premier article de la Loi sur la fermeture des couvents de derviches (tekke), des zawiyas et des tombeaux, et l'abolition des gardiens et de certains titres religieux, en 1925. Par conséquent, ces derniers ont été retirés de la responsabilité du Président de la Direction des affaires religieuses après l'entrée en vigueur de ladite loi.

l'article 4 de cette loi intègre le budget de ladite institution à celui de l'Office du Premier ministre. Toutefois, en 1931, l'administration des mosquées, des petites mosquées appelées « mescit » en turc, ainsi que des concierges de ces lieux de culte, a été transférée à la Direction générale des Fondations⁸⁰. En définitive, il peut être soutenu qu'à l'issue de sept années, les prérogatives de cette institution ont fait l'objet d'une restriction notable, ce qui traduit une volonté de redéfinir ses fonctions dans le cadre de la laïcisation⁸¹.

Au cours des années suivantes, la Grande Assemblée nationale a adopté la première loi relative à l'organisation et aux attributions de la Diyanet⁸². Sur ce point, il convient de souligner que son organisation a été modifiée à plusieurs reprises, avec l'introduction de nouveautés dès 1950 jusqu'à nos jours. Par exemple, elle a récupéré ses attributions concernant l'administration des mosquées (cami) et des petites mosquées (mescit) grâce à la loi n° 5634 du 23 mars 1950.

Dans ce contexte, il est essentiel de se concentrer sur la Constitution de 1961 afin de mieux comprendre la place accordée à ladite institution dans la structure administrative de la République de Turquie après le coup d'État du 27 mai. En effet, cette Constitution peut être considérée comme une rupture nette avec les politiques menées avant 1950. La raison en est évidente: le législateur de la Constitution de 1961 a décidé d'intégrer la Présidence des affaires religieuses dans le système administratif de la République de Turquie, en lui assurant une garantie constitutionnelle⁸³.

⁸⁰ « Evkaf umum müdürlüğü 1931 mali senesi bütçe kanunu », Lien: https://www.tbmm.gov.tr/tutanaklar/KANUNLAR_KARARLAR/kanuntbmmc010/kanuntbmmc010/kanuntbmmc01001827.pdf, (consulté le 10.03.2025) L'article 6 de la Loi relative au budget de l'année financière 1931 de la Direction générale des Fondations.

⁸¹ « Evkaf umum müdürlüğünün 1931 mali senesi bütçe kanunu », Lien: https://www.tbmm.gov.tr/tutanaklar_KANUNLAR_KARARLAR/kanuntbmmc010/kanuntbmmc010/kanuntbmmc01001827.pdf, (consulté le 10.03.2025) Les prérogatives de la Direction des affaires religieuses ont été considérablement réduites par les articles 6, 8 et 9 de la Loi relative au budget de l'année financière 1931 de la Direction générale des fondations. Le pouvoir législatif n'a pas seulement transféré l'administration des lieux de culte énumérés ci-dessus, mais également le paiement des salaires des fonctionnaires y travaillant ainsi que des membres des monastères musulmans et zaviyas abrogés, qualifiés en tant que savants religieux et désignés par la Direction des affaires religieuses en fonction du classement des autorités religieuses.

⁸² RG, 22.06.1935, S. 3035 Il s'agit de la loi n° 2800 du 14 juin 1935, intitulée « Loi portant sur l'organisation et les attributions de la Présidence des affaires religieuses ». Cette loi est très courte et ne comporte que sept articles.

⁸³ Kili/Gözübüyük, p. 253. L'article 154 de la Constitution de 1961 consacre l'intégration de la Présidence des Affaires religieuses au sein du système administratif de l'État, précisant qu'elle exerce les fonctions qui lui sont attribuées par la loi spéciale régissant son organisation.

2. Laïcisation dans le Domaine de l'Instruction

L'éducation nationale constitue également l'un des piliers fondamentaux de la marche vers la laïcité. En effet, à l'instar de la France, la laïcisation de l'école, des programmes et du personnel enseignant a été perçue comme un levier permettant d'enraciner le régime républicain et ses valeurs⁸⁴. C'est pour cette raison que la loi du 3 mars 1924 relative à l'unification de l'enseignement (Tevhid-i Tedrisat Kanunu) a été promulguée, plaçant l'instruction sous l'autorité du Ministère de l'Éducation⁸⁵. L'importance de cette loi réside dans le fait qu'elle a permis d'unifier tous les établissements scolaires présents sur le territoire turc et de confier au Ministère de l'Éducation la responsabilité d'organiser, de contrôler et de garantir leur développement⁸⁶.

De même, il est prévu d'ouvrir une faculté de théologie au sein de Darülfünun⁸⁷ afin d'instruire des spécialistes de haut niveau en sciences religieuses. Par ailleurs, l'ouverture d'écoles destinées à préparer des fonctionnaires chargés d'assurer les services religieux est également envisagée⁸⁸. Dans ce contexte, il convient de préciser que les cours de religion obligatoires ont été retirés des programmes scolaires en 1930 dans les établissements des zones urbaines, puis en 1933 dans ceux des zones rurales⁸⁹. Cette évolution peut être interprétée comme la manifestation d'une volonté de neutraliser l'espace scolaire dans son ensemble. L'un des objectifs majeurs de la Révolution turque était en effet de créer un système éducatif fondé sur la science⁹⁰. L'objectif poursuivi était d'ancrer l'idée de laïcité, entendue comme « fondée sur l'indépendance et l'absolutisation de la raison humaine »⁹¹. Parmi les caractéristiques essentielles d'un État laïque figure

⁸⁴ Alain Bergounioux, « La laïcité, valeur de la République », (Pouvoirs, n°75, novembre 1995, p. 17-26), p. 21-22.

⁸⁵ Niyazi Berkes, Türkiye'de Çağdaşlaşma, Ankara 1973, p. 472; « Tevhid-i Tedrisat Kanunu », Lien: https://www5.tbmm.gov.tr/tutanaklar/KANUNLAR_KARARLAR/kanuntbmmc002/kanuntbmmc002/kanuntbmmc00200430.pdf (consulté le 10.03.2025), Selon le premier article de la loi du 3 mars 1924 relative à l'unification de l'enseignement (Tevhid-i Tedrisat Kanunu), « L'ensemble des établissements scientifiques et éducatifs situés sur le territoire de la Turquie est placé sous l'autorité du ministère de l'Éducation nationale. ».

⁸⁶ Tevhid-i Tedrisat Kanunu. Conformément au second article de la Loi relative à l'unification de l'enseignement, « Toutes les madrasas et écoles qui étaient administrées par le ministère de la Charia et des Fondations ou par des fondations privées ont été transférées et placées sous l'autorité du ministère de l'Éducation nationale. ».

⁸⁷ Le Darülfünun (dont la date de création est le 23 juillet 1846) est l'ancêtre de l'Université d'Istanbul. Il a été réorganisé à la suite de la réforme universitaire en 1933.

⁸⁸ <http://www.resmigazete.gov.tr/arsiv/63.pdf>, (consulté le 10.03.2025). L'article 4 de la loi du 3 mars 1924 relative à l'unification de l'enseignement.

⁸⁹ Berkes, Türkiye'de ..., p. 472.

⁹⁰ Tarık Zafer Tunaya, Türkiye'nin Siyasi Hayatında Batılılaşma Hareketleri, İstanbul 2016, p. 123 Vedat Günyol, «Bilimsel Düşüncenin Çilesi», Yeni Ufuklar, n° 70, 1958, p. 315.

⁹¹ Joël-Benoît D'onorio, La laïcité au défi de la modernité, Paris 1990, p. 31.

sa neutralité vis-à-vis de l'ensemble des confessions religieuses. De cette manière, il ne saurait adopter une posture privilégiant un système de croyance en faveur d'un autre. L'État laïque s'abstient donc de mener des activités visant à imposer les règles d'une religion à ses citoyens⁹². Cela signifie également qu'aucun cours de religion ne peut être imposé comme obligatoire par l'intermédiaire de l'État⁹³. En résumé, la tendance à retirer les cours religieux du programme éducatif est conforme à la caractéristique laïque de l'État.

À ce propos, il convient de rappeler l'article 266 du premier code civil de la République de Turquie, qui reconnaît aux parents le droit de déterminer l'aspect religieux de l'éducation de leurs enfants. Conformément à cette disposition, toute convention visant à restreindre ce droit parental est réputée nulle. Toutefois, une fois majeur, l'individu demeure libre de choisir sa religion⁹⁴. Malgré cela, les débats sur l'intégration d'un cours de religion dans le programme scolaire ont été ravivés à partir de l'année 1946. Ces discussions ont pris une nouvelle tournure dès 1950, année où il fut décidé d'introduire un cours de religion dans les programmes scolaires⁹⁵. Parallèlement, la Constitution de 1961 a consacré l'éducation religieuse dans son article 19. En vertu de cette norme, l'éducation et la formation religieuses relèvent de la volonté de l'individu. Quant aux mineurs, ils peuvent recevoir une éducation religieuse, à condition que leurs représentants légaux en fassent la demande⁹⁶.

Avant de conclure cette sous-section, il est nécessaire d'évoquer que l'alphabet latin a remplacé les lettres arabes en novembre 1928 pour l'écriture de la langue turque⁹⁷. Ce changement découle également de « la volonté déterminée de la Turquie de modifier sa trajectoire »⁹⁸. La mise en œuvre de la réforme de l'alphabet a facilité, d'une part, la diffusion de l'enseignement de la lecture et de l'écriture, et, d'autre part, constitué une étape essentielle vers l'objectif de modernisation.

⁹² Ergun Özbudun, *Türk Anayasa Hukuku*, éd. 22, Ankara 2022, p. 78, 79.

⁹³ Özbudun, p. 79.

⁹⁴ <http://www.resmigazete.gov.tr/arsiv/339.pdf>, (consulté le 19 novembre 2020). Le premier code civil turc a été adopté en 1926.

⁹⁵ Cem Eroğul, *Demokrat Parti Tarih ve İdeolojisi*, 4^{ème} éd., Ankara 2003, p. 111.

⁹⁶ Kili/Gözübüyük, p. 196. L'alinéa 4 de l'article 19 de la Constitution de 1961.

⁹⁷ *Türk Harflerinin Kabul ve Tatbiki Hakkında Kanun*, Lien: <https://www.mevzuat.gov.tr/mevzuatmetin/1.3.1353.pdf> (consulté le 12.03.2025) La loi n° 1353 porte le titre suivant: « La loi sur l'adoption et la mise en œuvre de l'alphabet turc ».

⁹⁸ Rıdvan Akın, *Türk Siyasal Gelişmeleri (1923-2018)*, İstanbul 2022, p. 36.

C. Adoption du Principe de Laïcité en Tant que Règle Constitutionnelle

1. La Période de la Constitution de 1924

Nous avons jusqu'ici exposé les premières étapes de la marche vers la laïcité en Turquie, après l'abolition du Sultanat en 1922 et la proclamation de la République en 1923. Il convient toutefois de souligner que l'expression « la religion de l'État turc est l'Islam (...) » a été maintenue dans le deuxième article de la Constitution de 1924, malgré les avancées significatives vers la laïcité. Il est donc légitime de se poser la question suivante: pour quelle raison principale a-t-on décidé de conserver cette formule dans le deuxième article de la Constitution de 1924 ? La réponse semble relativement claire: il s'agissait d'empêcher ceux qui réduisaient la laïcité à une absence de croyance religieuse - ainsi que ceux qui entendaient exploiter cette confusion - de gagner en influence⁹⁹. Cette décision révélait une stratégie mûrement réfléchie et prudente. En 1928, cette formule a finalement été retirée de la Constitution¹⁰⁰.

Néanmoins, le Parti républicain du peuple (Cumhuriyet Halk Partisi), qui « était le fruit d'un mouvement révolutionnaire »¹⁰¹, a adopté la laïcité en 1927 comme l'un de ses principes fondamentaux¹⁰². Ainsi, le parti fondateur de la République de Turquie a, de manière indirecte, préparé les futures dispositions, un an avant la suppression de la formule relative à la religion dans le deuxième article de la Constitution de 1924. C'est toutefois grâce à la révision constitutionnelle de 1937 que le caractère laïque de l'État turc est devenu un principe constitutionnel inviolable, ne pouvant être écarté par une simple loi¹⁰³. Parallèlement, l'article 16 de la Constitution de 1924, qui énonçait le serment des députés, a également été modifié. Plus précisément, l'expression « Je jure, par Dieu (Vallahi) », présente dans le serment, a été supprimée en 1928. La référence à Dieu a été remplacée par la formule « sur mon honneur »¹⁰⁴.

⁹⁹ Mustafa Kemal Atatürk, Nutuk, İstanbul 2010, p. 481.

¹⁰⁰ Teşkilatı Esasiye Kanununun Bazı Maddelerini Muaddil Kanun, Lien: kanunbmmc00601222.pdf (consulté le 12.03.2025).

¹⁰¹ Turhan Feyzioğlu, «Les partis politiques en Turquie du Parti unique à la démocratie», (Revue française de science politique, 4^e année, n° 1, 1954, p. 131-155), p. 137.

¹⁰² Tariheççe, Lien: <https://www.chp.org.tr/haberler/chp-tarihi>, (consulté le 12.03.2025).

¹⁰³ Kili/Gözübüyük, p. 127-128.

¹⁰⁴ Kili/Gözübüyük, p. 130. Conformément à la version initiale de l'article 16 de la Constitution de 1924, les députés prêtaient le serment suivant jusqu'en 1928: « Je jure, par Dieu (Vallahi), de ne rien entreprendre qui soit contraire au bonheur et au salut de la Patrie et de la Nation, ni à la souveraineté sans réserve et sans conditions du Peuple, et de rester fidèle aux principes de la République. » À la suite de la modification, le texte de serment débute par « Je jure sur mon honneur... ».

Dans ce cadre, il convient de rappeler que le deuxième article de la Constitution de 1924, tel que modifié en 1937, stipule que « l'État turc est (...) laïc (...) »¹⁰⁵. Parallèlement, le législateur a décidé de supprimer le terme « confrérie (tarikât) », qui figurait dans la version initiale de l'article 75 de cette même Constitution, garantissant la liberté de religion, de culte (mezhep), de convictions philosophiques, ainsi que la pratique des rites religieux¹⁰⁶.

2. La Période de la Constitution de 1961

Il convient de préciser ici que le législateur de la Constitution de 1961 a adopté une approche similaire à celle de la Constitution de 1924. En effet, cette Constitution affirme également, dans son article 2, que la République de Turquie est un État laïc. Par ailleurs, l'article 12 souligne explicitement que tous les individus sont égaux devant la loi, sans distinction de religion et ni de confession¹⁰⁷. En outre, l'article 19 de la Constitution de 1961 offre une protection détaillée à la liberté de religion et de conscience. Les trois premiers alinéas de cet article ne diffèrent pas de manière significative de ce que prévoit l'article 75 de la Constitution de 1924.

La nouveauté réside dans l'interdiction explicite d'exploiter la religion, les sentiments religieux ou les éléments considérés comme sacrés pour fonder, même partiellement, l'organisation sociale, économique, politique ou juridique de l'État sur des bases religieuses. Il est également interdit d'utiliser ces éléments pour obtenir un avantage ou une influence, qu'elle soit politique ou personnelle. Le législateur de la Constitution de 1961 ne s'est pas contenté de proclamer une telle interdiction dans l'article 19: il a également choisi d'en souligner les conséquences potentielles en cas de violation ou d'actes de provocation. Selon cet article, si de tels actes sont commis par une personne physique ou morale, les dispositions de la loi pénale s'appliqueront. En revanche, si la violation ou les actes de provocation sont le fait d'un parti politique, celui-ci sera définitivement dissous par la Cour constitutionnelle¹⁰⁸.

¹⁰⁵ Kili/Gözübüyük, p. 127-128. Selon la version originelle de l'article 2 de la Constitution de 1924: «La religion de l'État turc est l'islam; la langue officielle est le turc, la capitale est la ville d'Ankara.». Comme nous l'avons déjà précisé, la disposition relative à la religion a été supprimée en 1928. Par la suite, le législateur a modifié cet article une nouvelle fois en 1937. La dernière version de l'article 2 est la suivante: «L'État turc est républicain, nationaliste, populiste, étatiste, *laïc* et révolutionnaire. La langue officielle est le turc. Sa capitale est la ville d'Ankara.».

¹⁰⁶ Kili/Gözübüyük, p. 144-145. Le texte intégral de la nouvelle version de l'article 75: « Nul ne peut être inquiété en raison de sa religion, de son culte ou de ses convictions philosophiques. Tous les rites qui ne sont pas contraires à l'ordre public, aux bonnes mœurs ou aux lois, sont libres. ».

¹⁰⁷ Kili/Gözübüyük, p. 192, 194. L'article 12 de la Constitution de 1961 ne se limite pas à garantir l'égalité devant la loi sans distinction de religion ou de confession. Selon cet article, « tout le monde est égal devant la loi sans distinction de langue, de race, de sexe, d'opinion politique, de croyance philosophique, de religion ni de confession. ».

¹⁰⁸ Kili/Gözübüyük, p. 196-197.

D. Dispositions Visant à Garantir la Laïcité dans les Lois Fondamentales

Le premier Code pénal turc, entré en vigueur en 1926, prévoit également des peines pour les infractions contre la liberté de religion, dans ses articles 175 à 178. Ce qui retient particulièrement notre attention dans ces dispositions, c'est l'usage, dans la version initiale, de l'expression « les cultes reconnus par l'État »¹⁰⁹. Celle-ci résulte principalement de l'influence du Code pénal italien¹¹⁰. Toutefois, cela ne signifie pas que l'État reconnaît un nombre limité de religions, car la disposition relative à la religion, qui figurait à l'article 2 de la Constitution de 1924, a été abrogée en 1928, et le caractère laïc de l'État a ensuite été consacré. Par ailleurs, le même code pénal prévoit, dans son article 163, des peines applicables aux actes portant atteinte aux principes de la laïcité¹¹¹.

Le nouveau code pénal turc, issu de la loi n° 5237, est entré en vigueur en 2004. Ses articles 115, 153 et 216 prévoient un éventail de sanctions relatives à l'entrave à l'exercice de la liberté de croyance, de pensée et de conviction, à la dégradation des lieux de culte et de cimetières, ainsi qu'à l'humiliation des valeurs religieuses¹¹².

¹⁰⁹ Türk Ceza Kanununa ait Fihrist, Lien: [kanunbmmc00400765.pdf](https://www.kanunbmmc00400765.pdf) (consulté le 4.04.2025) Les articles 175 et 176 de l'ancien Code pénal, issu de la loi n° 765, contiennent la formule suivante: « l'un des cultes reconnus par l'État »; 765 Türk Ceza Kanunu (mülga), <https://www.lexpera.com.tr/mevzuat/kanunlar/turk-ceza-kanunu-765> (consulté le 7.04.2025) Cette formule a été remplacé par « l'un des cultes » en 1987.

¹¹⁰ Il s'agit du Code pénal de 1889, également appelé Code Zanardelli.; Collection de Codes Étrangers II-Code Pénal Italien, Lien: <https://www.lareau-legal.ca/Italie.pdf> (consulté le 7.04.2025) L'article 141 du Code pénal italien débute par la formule suivante: « Quiconque par hostilité contre un des cultes admis dans l'État... »; Adem Sözüer, « Türk Ceza Hukuku Reformu: Dünü, Bugünü ve Yarını-Türk Ceza Hukuku Reformunun AB Üyesi Kara Avrupası Ülkelerindeki Reformlarla Karşılaştırılmasına İlişkin Notlar », (D.E.Ü. Hukuk Fakültesi Dergisi, Prof. Dr. Durmuş Tezcan'a Armağan, V. 21, n° spécial, 2019, p. 3031-3050), p. 3039. Avec la révolution juridique qui a débuté après la proclamation de la République, de nombreuses lois ont été mises en vigueur. L'une d'elles est le Code pénal turc n° 765, qui est entré en vigueur grâce à l'adoption du Code Zanardelli italien de 1889.

¹¹¹ Türk Ceza Kanununa ait Fihrist, Lien: [kanunbmmc00400765.pdf](https://www.kanunbmmc00400765.pdf) (consulté le 07.04.2025) La version originelle de l'article 163 punit toute personne qui instrumentalise la religion ou ses symboles pour inciter à des actes menaçant la sécurité de l'État, ou crée à cette fin une association, même sans passage à l'acte.; <https://www.tbmm.gov.tr/tutanaklar/TUTANAK/TBMM/d18/c059/b106/tbmm180591060419.pdf> (consulté le 07.04.2025) L'article 163 trouve ses racines dans la loi relative à la haute trahison envers la patrie. Il a été modifié en 1949 et les sanctions qu'il prévoit ont été renforcées en 1983; 765 Sayılı Türk Ceza Kanununun Bazı Maddelerinde Değişiklik Yapılmasına Dair Kanun, Lien: [kanunmgkc06602787.pdf](https://www.kanunmgkc06602787.pdf) (consulté le 07.04.2025) La dernière version du Code pénal n° 765 introduit la formule « en contradiction avec la laïcité » dans son article 163; 765 Türk Ceza Kanunu (mülga), <https://www.lexpera.com.tr/mevzuat/kanunlar/turk-ceza-kanunu-765> (consulté le 07.04.2025) L'article 163 a été abrogé en 1991.

¹¹² <https://www.mevzuat.gov.tr/mevzuat?MevzuatNo=5237&MevzuatTur=1&MevzuatTertip=5> (consulté le 07.04.2025).

Quant au premier Code civil turc¹¹³, il introduit également de nombreuses innovations concernant la vie religieuse, la structure familiale, ainsi que le statut des femmes. Il doit donc être considéré comme une étape majeure dans le processus de laïcisation de l'État.

Dans ce contexte, l'une des premières avancées à souligner est l'instauration du mariage civil. La cérémonie se déroule publiquement, en présence de deux témoins, dans un lieu désigné à cet effet -soit à la mairie, soit dans la délégation de personnes âgées située dans les villages- conformément à l'article 108 du Code civil. Le mariage est contracté par l'une des personnes mentionnées au même article: le maire, son représentant ou le chef du village. Sur ce point, il est essentiel de rappeler la position du législateur à l'égard du mariage religieux. Conformément à l'article 110 du Code civil, l'officier de l'état civil¹¹⁴ remet un certificat de mariage aux époux à l'issue de la cérémonie. Il est interdit de célébrer une cérémonie religieuse sans présentation de ce certificat. Par conséquent, la cérémonie religieuse n'est pas obligatoire, car elle ne constitue pas une condition sine qua non de la validité du mariage civil¹¹⁵. Dans ce cadre, il convient également de mentionner brièvement l'article 237 du premier Code pénal turc selon lequel les imams et autres officiants religieux doivent s'assurer de l'existence du certificat de mariage avant de procéder à une cérémonie religieuse. À défaut, ils s'exposent à une peine d'emprisonnement d'un à trois mois¹¹⁶.

Un autre point important concerne l'interdiction de la polygamie. Le Code civil en question énumère les cas de nullité absolue du mariage à l'article 112. Plus précisément, le fait d'être déjà marié au moment de la cérémonie du mariage civil constitue un cas de nullité absolue. Le droit de divorce est prévu par le Code civil pour les femmes et les hommes. Les articles 129 à 135 soulignent clairement que chaque épouse et chaque époux peuvent exercer leur liberté d'engager une procédure de divorce ou d'obtenir une séparation légale¹¹⁷. De plus, il prévoit que les femmes héritent de la même part de la succession que les hommes, conformément aux articles 439 à 448. En effet, comme le montre ce texte, le Code civil instaure l'égalité de statut entre la femme et l'homme.

¹¹³ Il est ici question du Code civil turc n° 743, qui est entré en vigueur en 1926.

¹¹⁴ <https://hukukmusavirligi.diyonet.gov.tr/Documents/N%C4%B0KAH%20GENELGES%C4%B0.pdf> (consulté le 7.04.2025) En 2018, une circulaire a conféré aux muftis l'autorité et la fonction d'officier d'état civil pour la célébration des mariages.

¹¹⁵ 743 Türk Kanunu Medenisi (mülga), Lien: <https://www.lexpera.com.tr/mevzuat/kanunlar/turk-kanunu-medenisi-743> (consulté le 10.04.2025).

¹¹⁶ Türk Ceza Kanununa ait Fihrist, Lien: [kanuntbmmc00400765.pdf](https://www.lexpera.com.tr/mevzuat/kanunlar/turk-ceza-kanununa-ait-fihrist) (consulté le 10.04.2025).

¹¹⁷ 743 Türk Kanunu Medenisi (mülga), Lien: <https://www.lexpera.com.tr/mevzuat/kanunlar/turk-kanunu-medenisi-743> (consulté le 10.04.2025).

Cela devrait donc être considéré comme un grand progrès non seulement pour les droits des femmes, mais aussi pour la laïcisation de l'État. Nous pouvons ainsi affirmer que le législateur a mis en place un nouveau système juridique qui s'éloigne de l'adhésion aveugle aux dogmes religieux.

III. MISE EN ŒUVRE DU PRINCIPE DE LAÏCITÉ DANS LE SYSTEME CONSTITUTIONNEL TURC ACTUEL

La Révolution turque n'a pas été dirigée contre la religion. Plus précisément, elle s'est opposée aux superstitions ainsi qu'à ceux qui tentaient d'imposer une hégémonie religieuse sur la vie sociale¹¹⁸. L'objectif était d'instaurer un nouveau système éducatif fondé sur des idées scientifiques, un nouveau système juridique indépendant du droit islamique, et un nouvel ordre étatique affranchi de toute autorité religieuse. Dès lors, la laïcité constitue l'un des principes fondamentaux ayant permis la modernisation et l'occidentalisation de la Turquie¹¹⁹. Dans le prolongement de cette orientation fondamentale, la Constitution de 1982 s'est inscrite dans la continuité de la tradition instaurée en 1937, en consacrant le principe de la laïcité comme l'une des caractéristiques essentielles de la République. Dans cette dernière section, la manière dont la laïcité est traitée par la Constitution actuellement en vigueur sera exposée de manière synthétique à travers différents aspects. Dans ce contexte, seront d'abord abordées les dispositions fondamentales de la Constitution (A), suivies du rôle actuel du Diyanet, qui continue d'être critiqué depuis sa création (B). Ensuite, sera examinée la situation des partis politiques au sein de la République laïque, une question qui a été davantage discutée depuis l'instauration du système multipartite (C). Enfin, dans la section finale, la transformation de l'éducation nationale laïque sous la Constitution de 1982 sera évaluée dans son cadre général (D).

A. Les Dispositions Clés sur la Laïcité dans la Constitution de 1982

La laïcité, comme il est largement admis, est un principe selon lequel l'État doit adopter une attitude de stricte neutralité à l'égard de toutes les religions¹²⁰.

¹¹⁸ Tunaya, *Türkiye'nin Siyasi...*, p. 122.

¹¹⁹ Tunaya, *Türkiye'nin Siyasi...*, p. 124-125.

¹²⁰ Kemal Gözler, *Türk Anayasa Hukuku Dersleri*, Bursa 2023, p. 68. Comme l'exprime de manière plus explicite Gözler, les exigences de l'État laïque consistent non seulement à ne pas accorder une protection particulière à une religion donnée, mais également à ne pas exercer une pression sur certaines religions.; Fatih Özkul, « Anayasalarımızda Laiklik İlkesi », (*Ankara Barosu Dergisi*, n° 4, 2014, p. 273-310), p. 282. Comme le souligne également Özkul, il peut certes exister au sein de la société plusieurs religions pratiquées. L'une d'entre elles peut même être adoptée par une large majorité des membres de la communauté. Dans une telle situation, l'exigence de l'État laïque consiste à ne pas établir un rapport de supériorité entre la religion la plus largement pratiquée et les autres.

Ainsi, le caractère laïc d'un État ne signifie nullement qu'il est antireligieux ou anticlérical. Contrairement à la Constitution de 1961, ce principe est formulé de manière explicite dès le préambule de celle de 1982, qui affirme que « en vertu du principe de laïcité, les sentiments religieux, qui sont sacrés, ne peuvent en aucun cas être mêlés aux affaires de l'État ni à la politique ». D'ailleurs, l'article 2 précise clairement que « la République de Turquie est un État de droit démocratique, laïque et social, respectueux des droits de l'homme dans un esprit de paix sociale, de solidarité nationale et de justice, attaché au nationalisme d'Atatürk et s'appuyant sur les principes fondamentaux exprimés dans le préambule. ». Comme on le constate, le pouvoir constituant ne s'est pas contenté de conférer une valeur constitutionnelle au principe de laïcité: il a également inscrit le caractère laïc de l'État dans la liste des dispositions inaltérables. Ainsi, selon l'article 4, « (...) les dispositions de l'article 2 relatives aux caractéristiques de la République (...) ne peuvent pas être modifiées, et leur modification ne peut être proposée. »¹²¹.

Hormis cela, d'autres articles de la Constitution de 1982 mettent en évidence le principe de laïcité. Par exemple, l'article 14 stipule qu'« aucun des droits et libertés fondamentaux inscrits dans la Constitution ne peut être exercé sous la forme d'activités ayant pour but de (...) supprimer la République démocratique et laïque fondée sur les droits de l'homme. ». Parallèlement, l'article 24 dispose que « les prières, rites et cérémonies religieux sont libres, à condition de ne pas être contraires aux dispositions de l'article 14 ». De même, l'article 174 souligne le caractère laïc de la République en affirmant qu'« aucune disposition de la Constitution ne peut être comprise ou interprétée comme impliquant l'inconstitutionnalité des dispositions en vigueur, à la date de l'adoption de la Constitution par référendum, des lois de réforme (...) et dont le but est (...) de sauvegarder le caractère laïc de la République de Turquie ». Un autre article qui fait référence au principe de laïcité est l'article 81, relatif à la prestation de serment des membres de la Grande Assemblée nationale de Turquie. Chaque député y jure « sur l'honneur devant la Grande Nation turque (...) de rester attaché (...) à la République démocratique et laïque (...) ». Quant au président de la République, il prête également serment conformément à l'article 103, en jurant « sur l'honneur devant la Grande Nation turque et l'histoire (...) de rester attaché (...) et au principe de la République laïque »¹²².

¹²¹ Türkiye Cumhuriyeti Anayasası, Lien: <https://www.mevzuat.gov.tr/#anayasa> (consulté le 10.04.2025).

¹²² Türkiye Cumhuriyeti Anayasası, Lien: <https://www.mevzuat.gov.tr/#anayasa> (consulté le 10.04.2025).

B. Le Rôle de la Présidence des Affaires Religieuses et l'Expansion Controversée de son Statut

Comme mentionné précédemment, le Diyanet constitue une différence fondamentale entre les conceptions turque et française de la laïcité¹²³. Il ne s'agit nullement ici de réitérer un point sur lequel nous nous sommes déjà clairement prononcés. Toutefois, à ce stade de l'analyse, il est pertinent de s'interroger: la création d'une telle institution, chargée des affaires religieuses, ne constitue-t-elle pas un paradoxe au regard de la conception turque de laïcité ? Avant d'y apporter une réponse, il convient de rappeler que cette institution a été instaurée à la suite de l'abolition du califat ainsi que du ministère de la Religion et des Fondations religieuses (Şeriye ve Evkaf Vekaleti). Par ailleurs, la reconnaissance de l'Islam comme religion d'État a perduré jusqu'en 1928, figurant dans le second article de la Constitution de 1924. Ce n'est que neuf ans après la suppression du concept de religion d'État que le caractère laïc de la République a été constitutionnellement garanti.

D'un point de vue technique, en ce qui concerne le langage constitutionnel, on peut affirmer que l'existence d'une telle institution ne constituait pas une contradiction avec le texte en vigueur avant avril 1928. À partir de cette date, le rôle joué par cette institution dans un ordre juridique ne reconnaissant aucune religion d'État a suscité un débat doctrinal. Le fait que le Diyanet soit une institution propre à la laïcité turque est une réalité incontestable.

Akgönül, par exemple, formule une critique sévère selon laquelle la laïcité turque n'est pas anticléricale. Il justifie cela par le fait que l'État se sent obligé de contrôler les religieux, et que la création du Diyanet a conduit à l'intégration des imams dans l'appareil d'État¹²⁴. Massicard explique la présence de cette institution en affirmant, selon ses propres termes, que l'État est « loin d'avoir coupé les ponts » avec la religion, préférant au contraire continuer à l'organiser et à l'enseigner¹²⁵. D'un autre côté, Tanilli met en garde contre le risque que la prestation des services religieux par un organisme indépendant puisse produire des effets négatifs dans une société majoritairement musulmane. Il souligne, en d'autres termes, que l'intégration de la gestion des affaires religieuses dans les services publics constitue une nécessité pour prévenir tout risque de conflit¹²⁶. Selon Kaboğlu et Sales, la création de cette instance a conféré une légitimité religieuse à la politique de laïcisation. Ils ajoutent toutefois que, dans leur analyse,

¹²³ Cf. supra, p. 13.

¹²⁴ Akgönül, p. 91.

¹²⁵ Massicard, p. 121.

¹²⁶ Server Tanilli, *Devlet ve Demokrasi - Anayasa Hukukuna Giriş*, İstanbul 1981, p. 152.

cette configuration entraîne également une mise sous tutelle de la religion par le pouvoir politique¹²⁷.

Dans ce contexte, une décision rendue par la Cour constitutionnelle en 1971 apporte également des éclaircissements essentiels concernant à la fois le principe de la laïcité et l'existence institutionnelle du Diyanet. Dans cette décision, il est d'abord souligné qu'une différence fondamentale existe, en matière de conception de la laïcité, entre le christianisme et l'islam. Cette divergence s'explique, en résumé, par le fait que les fondements et les structures de ces deux confessions ne sont pas identiques, que l'islam ne connaît pas de clergé, et que les agents religieux ne revêtent aucun caractère sacré. Dans ce contexte, il est mis en évidence que la signification du principe de la laïcité en Turquie diffère de celle observée dans les États occidentaux. Cette spécificité est attribuée aux expériences historiques, aux révolutions, ainsi qu'aux caractéristiques spirituelles et politiques propres à la nation turque. En outre, selon les constituants, le principe de la laïcité ne saurait être interprété comme impliquant l'autonomie ou l'indépendance du temple, ni de ceux qui en assurent la gestion. De même, il a été souligné que le Diyanet constitue une institution de nature administrative, et non religieuse¹²⁸.

Le Diyanet a été prévue pour la première fois comme une institution constitutionnelle par le constituant de 1961. Cette reconnaissance a été maintenue lors de l'élaboration de la Constitution de 1982. Toutefois, dans cette dernière, il n'est pas seulement précisé qu'elle fait partie de l'administration générale, mais il est également souligné qu'elle exerce les fonctions qui lui sont confiées par une loi spécifique, en conformité avec le principe de laïcité, en se tenant à l'écart de toute opinion ou idéologie politique et en visant à renforcer la solidarité et l'union nationale¹²⁹. Par ailleurs, selon l'article premier de la loi relative à la fondation et aux fonctions du Diyanet, cette institution est chargée de la gestion des lieux de prière, de l'information du public sur les questions religieuses, ainsi que de la supervision des principes moraux, des pratiques culturelles et des croyances de la religion islamique¹³⁰.

L'un des enjeux majeurs actuels en matière de laïcité est l'augmentation continue de la part du Diyanet dans le budget de l'État. Un exemple frappant est

¹²⁷ İbrahim Kaboğlu/Eric Sales, *Darbe ve Demokrasi Sarkacında Türk Anayasa Hukuku*, İrem Berksoy, trad., İstanbul 2018, p. 28.

¹²⁸ AYM, E. 1970/53, K. 1971/76, T. 21.10.1971: T.C. Anayasa Mahkemesi Kararlar Bilgi Bankası.

¹²⁹ Türkiye Cumhuriyeti Anayasası, Lien: <https://www.mevzuat.gov.tr/#anayasa> (consulté le 10.04.2025). L'article 136 de la Constitution de 1982.

¹³⁰ Diyanet İşleri Başkanlığı Kuruluş ve Görevleri Hakkında Kanun, Lien: <https://www.mevzuat.gov.tr/MevzuatMetin/1.5.633.pdf> (consulté le 15.4.2025).

l'évolution du budget total alloué à cette institution¹³¹: il est passé de 2.5 milliards de livres turques en 2010 à 130.1 milliards de livres turques en 2025. Pour l'année suivante, un budget de 153.5 milliards de livres turques a été prévu¹³². Parallèlement, le nombre total de personnels employés par le Diyanet a également augmenté de manière régulière, passant de 121.911 à 140.185 entre les années 2013 et 2023¹³³.

C. Le Régime des Partis Politiques et son Lien avec la Laïcité

Pour la laïcité turque, un autre sujet particulièrement important concerne les partis politiques. L'article 68, alinéa 2, de la Constitution de 1982 précise clairement que « les partis politiques sont les éléments indispensables de la vie démocratique ». Parallèlement, il convient de répondre de manière définitive à la question suivante: « Un parti politique peut-il être interdit ? ». La Constitution actuelle apporte une réponse détaillée dans le quatrième alinéa du même article, précisant que « les statuts, les programmes et les activités des partis politiques ne peuvent aller à l'encontre de (...), ni des principes de la République démocratique et laïque (...) ».

Il convient de souligner que la Constitution fait une distinction entre les statuts, les programmes et les activités d'un parti politique. Plus précisément, si les statuts ou le programme d'un parti politique ne sont pas conformes à l'alinéa en question, celui-ci sera dissous de manière définitive conformément à l'article 69. En outre, la Cour constitutionnelle peut prononcer la dissolution définitive d'un parti politique en raison de la non-conformité de ses activités avec le quatrième alinéa de l'article 68, lorsqu'elle détermine que le parti est devenu le centre de gravité des actes violant ce principe. L'article 69 précise également ce que signifie « devenir le centre de gravité des actes ». Selon cet article, « un parti politique est réputé être devenu le centre de gravité de tels actes si des membres du parti se livrent intensivement à des activités présentant ce caractère et que cette situation est explicitement ou implicitement approuvée soit par le grand congrès du parti, soit par son président, soit par ses organes centraux de décision ou de direction, soit encore par l'assemblée générale ou le conseil de direction du groupe parlementaire du parti à la Grande Assemblée nationale de Turquie, ou si les actes en question sont accomplis directement et avec détermination par les organes du parti eux-mêmes ». Dans ce cadre, il est important

¹³¹ Mustafa Çakır, « Diyanet İşleri Başkanlığı'nın 2025 yılı bütçesi 130.1 milyar TL olarak belirlendi » Lien: <https://www.cumhuriyet.com.tr/siyaset/diyanet-isleri-baskanliginin-2025-yili-butcesi-1301-milyar-tl-olarak-2259374> (consulté le 15.04.2025); Sinan Tartanoğlu, « Diyanet'e para dayanmıyor: 2.5 milyar liralık bütçe, 7 milyar TL'ye çıkarıldı » Lien: <https://www.cumhuriyet.com.tr/haber/diyanete-para-dayanmiyor-25-milyar-liralik-butce-7-milyar-tlye-cikarildi-942156> (consulté le 15.04.2025).

¹³² Çakır, Lien: <https://www.cumhuriyet.com.tr/siyaset/diyanet-isleri-baskanliginin-2025-yili-butcesi-1301-milyar-tl-olarak-2259374> (consulté le 15.04.2025).

¹³³ İstatistikler, Lien: <https://stratejigelistirme.diyanet.gov.tr/sayfa/57/istatistikler>, (consulté le 15.4.2025).

de noter que, selon la Constitution actuelle, « un parti dissous à titre définitif ne peut pas être refondé sous un autre nom »¹³⁴.

Un autre point qu'il convient de souligner est la loi régissant les partis politiques¹³⁵. Selon l'article 78, « Les partis politiques ne peuvent ni viser, ni œuvrer, ni inciter des tiers (...) à modifier la forme républicaine de l'État de Turquie, les dispositions mentionnées au préambule et à l'article 2 de la Constitution (...) à établir une discrimination fondée sur (...) la religion ou la secte, ou à instaurer, par tout moyen, un régime étatique fondé sur de telles notions et conceptions (...) »¹³⁶. En outre, cette loi contient d'autres dispositions spécifiques visant à sauvegarder le caractère laïc de l'État. Par exemple, les partis politiques ne peuvent ni avoir l'intention ni agir en contradiction avec le principe d'égalité devant la loi (art.83) ou avec les lois de la révolution qui visent à sauvegarder le caractère laïc de la République de Turquie (art.84). Ils ne peuvent pas non plus œuvrer à modifier le caractère laïc de l'État ou à rétablir le califat (art.86). Par ailleurs, il est interdit aux partis politiques d'utiliser la religion ou des éléments considérés comme sacrés par la religion (art.87), d'organiser des cérémonies religieuses ou de participer officiellement, en tant que partis politiques, à de tels événements (art.88).

La Cour constitutionnelle, en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par les Constitutions de 1961 et de 1982, a examiné jusqu'à présent de nombreuses affaires de dissolution de partis politiques¹³⁷. La majorité de ces affaires¹³⁸ ont été introduites après l'entrée en vigueur de la Constitution de 1982. Dans ce contexte, le nombre de partis ayant fait l'objet d'une décision de dissolution est loin d'être négligeable¹³⁹. Toutefois, il est important de souligner que ces décisions n'ont pas toutes été prises pour violation du principe de la laïcité.

¹³⁴ https://www.tbmm.gov.tr/anayasa/anayasa_2018.pdf, (consulté le 15.04.2025) L'alinéa 8 de l'article 69 de la Constitution de 1982.

¹³⁵ La loi n° 2820 adoptée en 1983.

¹³⁶ Rappelons que le second article de la Constitution de 1982 prévoit que « La République de Turquie est un État de droit démocratique, laïque et social ... ».

¹³⁷ Siyasi Parti Kapatma Davaları, Lien: <https://www.anayasa.gov.tr/tr/mahkeme/tarihi/5/> (consulté le 15.04.2025) Comme l'indique le site officiel de la Cour constitutionnelle, seules six affaires de dissolution de partis politiques ont été engagées pendant la période de la Constitution de 1961. Les 41 autres affaires ont été ouvertes depuis l'entrée en vigueur de la Constitution de 1982 jusqu'à aujourd'hui.

¹³⁸ Pour consulter la liste complète des partis politiques faisant l'objet d'une action en dissolution, veuillez consulter le site web suivant: <https://www.anayasa.gov.tr/tr/mahkeme/tarihi/5/> (consulté le 15.04.2025).

¹³⁹ Hikmet Tülen, Son Üç Kararı Çerçevesinde Anayasa Mahkemesinin Siyasi Partilerin Kapatılmasına İlişkin İçtihadı, Lien: <https://www.anayasa.gov.tr/media/3617/tulensiyasipartilerinkapatilmasi.pdf> (consulté le 17.04.2025) Pour consulter la liste des partis dissous pendant la période de la Constitution de 1982, veuillez consulter ce lien.

Le premier parti dissous pour avoir agi en violation du caractère laïque de l'État est le Parti de l'Ordre National (Milli Nizam Partisi)¹⁴⁰. Par la suite, des décisions de dissolution ont également été prononcées à l'encontre du Parti de la Sérénité (Huzur Partisi)¹⁴¹ et du Parti de la Prospérité (Refah Partisi)¹⁴², sur des fondements similaires. Plus récemment, la dernière affaire intentée a concerné le Parti de la Justice et du Développement (Adalet ve Kalkınma Partisi). Toutefois, contrairement aux affaires précédentes, la Cour n'a pas prononcé une décision de dissolution mais a décidé de le priver de la moitié du montant de l'aide publique annuelle¹⁴³. Étant donné que l'examen détaillé des affaires de dissolution en question pourrait faire l'objet d'une analyse plus approfondie, nous nous contentons ici de souligner que, selon nous, les décisions rendues dans ces affaires n'ont pas eu de contribution positive à la laïcité, l'un des principes fondamentaux de notre République. La protection théorique du principe de laïcité constitue une réalité indiscutable, d'une grande importance. Cependant, il convient de souligner que l'essentiel, en pratique, réside dans l'empêchement de la religion d'avoir un rôle influent dans la gestion de l'État, l'espace public et le domaine juridique¹⁴⁴. Ainsi, assurer l'efficacité pratique du principe de laïcité passe avant tout par le renforcement de la structure démocratique de l'État.

D. L'Approche de la Constitution de 1982 à l'Égard de l'Éducation Nationale Laïque

En dernier lieu, nous voulons insister sur la relation entre l'éducation et le principe de laïcité selon la Constitution de 1982. Le troisième alinéa de l'article 42 précise que « l'éducation et l'enseignement sont assurés sous la surveillance et le contrôle de l'État, conformément aux principes et réformes d'Atatürk et selon les règles de la science et de la pédagogie contemporaines. Il ne peut être créé d'établissement, d'éducation ou d'enseignement en opposition avec ces principes ». En effet, l'expression clé est ici « les principes et réformes d'Atatürk », ce qui inclut notamment le principe de laïcité. Deuxièmement, il faut prêter attention à l'expression « règles de la science et de la pédagogie contemporaines ». Cette expression montre que le constituant de 1982 souhaitait souligner l'importance de la science dans la construction d'une société moderne, en lien avec le principe de laïcité. Rappelons-nous qu'en Turquie, les fondations du principe de laïcité ont été jetées avec la loi sur l'unicité de l'enseignement du 3

¹⁴⁰ AYM, E. 1971/1, K. 1971/1, T. 20.05.1971: Anayasa Mahkemesi Kararlar Dergisi, Lien: https://www.anayasa.gov.tr/files/pdf/kararlar_dergisi/kd_09.pdf (consulté le 17.04.2025).

¹⁴¹ AYM, E. 1983/2, K. 1983/2, T. 25.10.1983: Anayasa Mahkemesi Kararlar Bilgi Bankası.

¹⁴² AYM, E. 1997/1, K. 1998/1, T. 16.01.1998: Anayasa Mahkemesi Kararlar Bilgi Bankası.

¹⁴³ AYM, E. 2008/1, K. 2008/2, T. 30.07.2008: Anayasa Mahkemesi Kararlar Bilgi Bankası.

¹⁴⁴ Tanör/Yüzbaşıoğlu, p. 92.

mars 1924 (Tevhid-i Tedrisat Kanunu) et avec les réformes juridiques. Ainsi, cet article met en évidence le cadre général de la philosophie fondatrice de l'État turc, qui repose notamment sur le principe de laïcité.

Pourtant, dans ce contexte, il convient de noter que « l'enseignement de la culture religieuse et de la morale figure parmi les cours obligatoires dispensés dans les établissements scolaires du primaire et du secondaire », conformément à l'article 24 de la Constitution actuelle. Cet article précise toutefois qu'« en dehors de ces cas, l'éducation et l'enseignement religieux sont subordonnés à la volonté propre de chacun et, en ce qui concerne les mineurs, à celle de leurs représentants légaux ». À cet égard, il convient également de mentionner l'article 341 du nouveau code civil turc, qui stipule que les parents disposent du droit prioritaire de déterminer l'éducation religieuse de leurs enfants et que tout contrat visant à restreindre ce droit est réputé invalide¹⁴⁵.

Un paradoxe manifeste se dessine ici. En effet, selon l'article 11 du code civil, l'âge de la majorité civile est fixé à 18 ans. Par ailleurs, l'expression « enfant » est définie à l'article 6 du code pénal turc comme désignant une personne n'ayant pas encore atteint l'âge de la majorité¹⁴⁶. Ainsi, lorsque l'on évoque l'enseignement obligatoire de la culture religieuse et de la morale dans les établissements scolaires du primaire et du secondaire, une contradiction potentielle apparaît entre l'article 24 de la Constitution actuelle et les dispositions prévues par le Code civil.

De même, il convient de noter que le Conseil d'État, dans sa décision du 28 décembre 2007, a souligné que le cours d'enseignement de la culture religieuse et de la morale devrait être conforme à la Constitution. Il a précisé que le contenu d'un tel cours devait être élaboré de manière objective et pluraliste. De plus, le Conseil a rappelé que la religion d'une personne ne devait pas être utilisée comme un critère de discrimination ou d'inégalité. Par ailleurs, l'État est tenu d'adopter une position neutre vis-à-vis des religions, veillant ainsi à traiter toutes les religions avec un égal respect¹⁴⁷.

Nous souhaitons enfin attirer l'attention sur un dernier point concernant le foulard islamique. Ce sujet constitue l'un des principaux points de controverse de la laïcité turque dans sa mise en pratique. Cela étant, nous estimons qu'il

¹⁴⁵ <https://www.mevzuat.gov.tr/mevzuat?MevzuatNo=4721&MevzuatTur=1&MevzuatTertip=5> (consulté le 17.04.2025). Le nouveau Code civil est entré en vigueur en 2001.

¹⁴⁶ <https://www.mevzuat.gov.tr/mevzuat?MevzuatNo=5237&MevzuatTur=1&MevzuatTertip=5> (consulté le 17.04.2025). Le nouveau code pénal turc a été adopté en 2004.

¹⁴⁷ Özlem Erdem Karahanoğulları, « Danıştay Kararlarında Din, Vicdan ve Düşünce Özgürlüğü », Lien: http://www.anayasa.gov.tr/files/insan_haklari_mahkemesi/sunumlar/KarahanoğullariDinOzgurlugu.pdf (consulté le 17.04.2025).

n'est pas approprié de réduire le caractère laïque de l'éducation uniquement à la problématique du voile. En effet, l'essentiel est de préserver le caractère moderne de l'enseignement et de maintenir la religion distincte des autres domaines, y compris de l'éducation.

Dans ce contexte, le Conseil de l'enseignement supérieur (Yüksek Öğretim Kurulu) a ouvert la voie à l'autorisation du port du foulard islamique par les étudiantes dans les universités en 2007. Parallèlement, les règlements relatifs à la tenue des fonctionnaires a été modifiés en 2013, supprimant les restrictions et interdictions concernant le port du foulard islamique. Toutefois, cette modification n'a pas concerné aux membres des services de sécurité, des forces armées turques, ainsi que les juges et les procureurs¹⁴⁸. En 2015, le Haut Conseil des juges et des procureurs (Hakimler ve Savcılar Yüksek Kurulu)¹⁴⁹ a affirmé qu'aucune disposition juridique n'interdisait aux juges et procureurs de porter le foulard ou le chapeau. Par la suite, en 2016, une nouvelle modification du règlement applicable aux membres des services de sécurité a permis aux femmes de porter le foulard. Enfin, le règlement concernant la tenue des Forces armées turques a été amendé en 2017 pour autoriser le port du foulard.

CONCLUSION

La République de Turquie est un exemple unique en son genre, où la majorité de la population est musulmane tout en ayant adopté le principe de la laïcité. De plus, c'est l'un des rares États à avoir inclus ce principe parmi les caractéristiques de la République et à lui avoir accordé une protection constitutionnelle. C'est également l'un des principes fondamentaux sur lesquels repose la révolution turque, dont l'objectif principal était de créer un État, une société et un système juridique modernes. En Turquie, le concept du principe de laïcité a évolué dans un laps de temps plus court par rapport à son origine française. Il n'a pas également tardé à faire son entrée dans la vie constitutionnelle turque.

Néanmoins, la laïcité turque est depuis longtemps l'objet de critiques émanant de diverses perspectives, en comparaison avec certains autres modèles. En particulier, il est affirmé que l'existence du Diyanet est contraire à la philosophie de la laïcité. Nous estimons qu'il n'est pas pertinent de comprendre ou de critiquer la laïcité turque en la comparant à la situation actuelle de la France, pays source de ce principe. Il est une réalité qu'il ne faut pas oublier que ce principe s'est formé en fonction des conditions propres à la société où il est

¹⁴⁸ <http://www.mevzuat.gov.tr/MevzuatMetin/3.5.85105.pdf>, (consulté le 18.04.2025).

¹⁴⁹ Le nom de ce conseil a été modifié en « Conseil des juges et des procureurs » par la révision constitutionnelle de 2017.

apparu. De même, pour cette raison, l'absence de classe cléricale dans l'islam, contrairement au christianisme, entraîne des différences dans l'application de la laïcité, mais cela n'empêche pas l'adoption de ce principe dans les deux sociétés. Il est légitime de critiquer l'augmentation progressive de la part du budget allouée au Diyanet, ainsi que l'essor considérable du nombre de son personnel, notamment en raison de son contrôle par le pouvoir politique, ce qui en fait un instrument au service d'intérêts politiques et utilitaires.

Par ailleurs, il convient de rappeler que le principe de laïcité en Turquie est techniquement conçu comme la séparation de la religion et des affaires de l'État. Dans cette optique, il est également vrai que l'État ne se retire pas des affaires religieuses, mais en est plutôt l'acteur principal. Cette application unidimensionnelle de la laïcité a été mise en œuvre en s'inspirant de la période du Concordat en France. Toute critique qui omet cette réalité risque d'être incomplète, voire erronée.

La transformation de la laïcité turque, que nous avons tenté d'expliquer modestement au fil du temps, est particulièrement frappante. Ce principe, l'une des composantes essentielles de la modernisation, de la raison et de la science, demeure intrinsèquement lié au niveau de développement démocratique d'un pays. Il est donc clair que la durabilité du principe de laïcité ne réside pas uniquement dans son inscription théorique dans la Constitution, mais dans sa capacité à assurer l'autonomie des domaines politique, public, éducatif et juridique vis-à-vis de toute ingérence religieuse.

En dernier lieu, il est important de préciser que la laïcité n'a pas pour objectif d'ignorer ou de diminuer l'existence de la religion. Autrement dit, elle ne signifie pas le rejet de la religion. Son objectif essentiel est de construire une structure étatique dans laquelle les pouvoirs temporel et spirituel sont séparés. Cela s'explique par le fait que la neutralité de l'État, garantissant le respect de toutes les personnes croyantes ou non, constitue un élément indispensable de la laïcité. De même, il ne faut jamais oublier qu'il est impossible d'assurer l'existence et de l'avenir du principe de laïcité sans garantir la liberté de conscience, de religion, de conviction, ainsi que l'égalité entre les croyants et non-croyants et entre les hommes et les femmes. La laïcité est donc un principe fondamental qui contribue à la consolidation d'une démocratie forte et à l'instauration d'une vie sociale harmonieuse. C'est pourquoi, elle ne devrait jamais se transformer en un instrument d'opportunisme politique ni de clientélisme.

BIBLIOGRAPHIE

- Akın, Rıdvan, *Türk Siyasal Gelişmeleri (1923-2018)*, İstanbul 2022.
- Akgönül, Samim, « La laïcité à la turque à l'épreuve d'un régime a-laïque », *Revue du droit des religions*, no: 14, Novembre 2022.
- Aliefendioğlu, Yılmaz, « Laiklik ve Laik Devlet », (éd.) İbrahim Ö. Kaboğlu, *Laiklik ve Demokrasi*, Ankara, 2001.
- Atatürk, Mustafa Kemal, *Nutuk*, İstanbul 2010.
- Avril, Pierre/Gicquel, *Jean Lexique de droit constitutionnel*, Paris, 2013.
- Baubérot, Jean, *Histoire de la Laïcité en France*, Paris, 2015.
- Bergounioux, Alain « La laïcité, valeur de la République », *Pouvoirs*, n° 75, novembre 1995, p. 17-26.
- Berkes, Niyazi *Türkiye'de Çağdaşlaşma*, Ankara, Bilgi Yayınevi, 1973.
- Berkes, Niyazi, *Teokrasi ve Laiklik*, İstanbul, 2016.
- Çeçen, Anıl, *Atatürk ve Cumhuriyet*, Ankara, 1994.
- Çeçen, Anıl, *Kemalizm*, İstanbul, 1999.
- Çitak, Zana « D'acteur national à transnational: la Diyanet en Europe », (*Cahiers de l'obTic*, A. 2012, n° 2, p. 9-14), p. 9-14.
- Daly, Eoin, « The Ambiguous Reach of Constitutional Secularism in Republican France: Revisiting the Idea of Laicite and Political Liberalism as Alternatives », *Oxford Journal of Legal Studies*, vol: 32, no: 3, 2012, p. 583-608.
- D'onorio, Joël-Benoît *La laïcité au défi de la modernité*, Tequi, 1990.
- Dunbay, Seda « Analyse Juridique du Principe de Laïcité, Une Valeur Essentielle de la République Française », *Kadir Has Üniversitesi Hukuk Fakültesi Dergisi*, vol. 12, no: 1, Juin 2024, p. 39-66.
- Eroğul, Cem, *Demokrat Parti Tarih ve İdeolojisi*, 4 ème éd., Ankara, 2003.
- Feyzioğlu, Turhan, « Les partis politiques en Turquie du Parti unique à la démocratie », *Revue française de science politique*, 4^e année, n° 1, 1954, p. 131-155.
- Gözler, Kemal, *Türk Anayasa Hukuku Dersleri*, Bursa 2023.
- Hayat, Pierre « La Laïcité Républicaine-Déterminations, implications et enjeux », *Le Philosophoie*, vol: 39, no: 1, 2013, p. 31-44.
- Jean Marcou, « La laïcité en Turquie: une vieille idée moderne », *Confluence Méditerranée*, n° 33, Printemps 2000, p. 59-71.
- Kaboğlu, İbrahim, « L'impact de la loi de 1905 sur la laïcité en Turquie », *Hommes et Migrations-Laïcité: les 100 ans d'une idée neuve. II. Culture(s), religion(s) et politique*, no: 1259, Janvier-Février 2006, p. 77-83.
- Kaboğlu, İbrahim/Sales, Eric, *Darbe ve Demokrasi Sarkacında Türk Anayasa Hukuku*, İrem Berksoy, trad., İstanbul 2018.

- Karahanoğulları, Onur, Türkiye'de İdari Yargı Tarihi, Ankara, 2005.
- Karahanoğulları, Onur, ABD ve Fransa'da Laiklik-Din Kamu Hizmetlerinin Kaldırılması, Ankara, 2023.
- Kelsen, Hans, General Theory of Law and State, Cambridge-Massachusetts, 1949.
- Kili, Suna/Gözübüyük, Şeref, Sened-i İttifaktan Günümüze Türk Anayasa Metinleri, İstanbul, Türkiye İş Bankası Yayınları, 2006.
- Kodamanoğlu, M. Nuri «Laik devlet düzenimizin ilk yasal dayanağı», (Ankara Üniversitesi Türk İnkılap Tarihi Enstitüsü Atatürk Yolu Dergisi, A. 1991, V. 2, n° 2, p. 643-646), p. 643-646.
- Marcou, Jean, « La laïcité en Turquie: une vieille idée moderne », (Confluence Méditerranée, n° 33, Printemps 2000, p. 59-71), p. 59-71.
- Massicard, Élise, « L'organisation des rapports entre État et religion en Turquie », Cahiers de la recherche sur les droits fondamentaux, no: 4, 2005, p. 119-128.
- Michel Troper, « French Secularism, or Laïcité », Cardozo Law Review, vol: 21, no: 4, Février 2000, p. 1267-1283.
- Michon, Bruno, « Laïcité(s) et Démocratie: Entre Liberté de Conscience et Émancipation », Pensée plurielle, vol: 47, no: 1, p. 105-125.
- Nalbant, Atilla, Principe de laïcité dans les Constitutions turques et la régulation du fait religieux, Laïcité en débat, Principes et Représentations en France et en Turquie, (dir.) Samim Akgönül, Strasbourg, 2008.
- Ortaylı, İlber, Osmanlı Düşünce Dünyası ve Tarihyazımı, İstanbul, 2007.
- Özbudun, Ergun, Türk Anayasa Hukuku, éd. 22, Ankara 2022.
- Özkul, Fatih, « Anayasalarımızda Laiklik İlkesi », Ankara Barosu Dergisi, n° 4, 2014, p. 273-310.
- Sözüer, Adem, « Türk Ceza Hukuku Reformu: Dünü, Bugünü ve Yarını-Türk Ceza Hukuku Reformunun AB Üyesi Kara Avrupası Ülkelerindeki Reformlarla Karşılaştırılmasına İlişkin Notlar », D.E.Ü. Hukuk Fakültesi Dergisi, Prof. Dr. Durmuş Tezcan'a Armağan, V. 21, n° spécial, 2019, p. 3031-3050.
- Tanilli, Server, Din ve Politika-Laik Barışın Dostları ve Düşmanları, İstanbul, 2009.
- Tanilli, Server Devlet ve Demokrasi - Anayasa Hukukuna Giriş, İstanbul 1981.
- Tanör, Bülent, « Laiklik, Cumhuriyet ve Demokrasi », (éd.) İbrahim Ö. Kaboğlu, Laiklik ve Demokrasi, Ankara, 2001.
- Tanör, Bülent, Osmanlı-Türk Anayasal Gelişmeleri, İstanbul, 2011.
- Tunaya, Tarık Zafer Türkiye'de Siyasal Gelişmeler (1876-1938)-Mütareke, Cumhuriyet ve Atatürk, İstanbul, 2016.
- Tunaya, Tarık Zafer, Türkiye'nin Siyasi Hayatında Batılılaşma Hareketleri, İstanbul, Bilgi Üniversitesi Yayınları, 2016.

Tunaya, Tarık Zafer, Türkiye'nin Siyasi Hayatında Batılılaşma Hareketleri, İstanbul, Bilgi Üniversitesi Yayınları, 2016, p. 123 Vedat Günyol, «Bilimsel Düşüncenin Çilesi», Yeni Ufuklar, n° 70, 1958.

Ubicini, Abdolonyme, La Constitution Ottomane du 7 zilhidjé 1293 (23 décembre 1876), Paris, 1877.

Üçok, Coşkun /Mumcu, Ahmet/Bozkurt, Gülnihal, Türk Hukuk Tarihi, Ankara, 2007.

Ressources Numériques

<https://journals.openedition.org/rdr/305#quotation>.

http://www.anayasa.gov.tr/files/insan_haklari_mahkemesi/sunumlar/Karahanogullari_DinOzgulugu.pdf.

<https://blogs.mediapart.fr/jean-bauberot/blog/090514/jean-jaures-et-la-laicite-de-1905>.

<https://books.openedition.org/ifeagd/1425>.

<https://rifrancophonies.com/index.php?id=1319?id=1319#ftn1>.

<https://www.lareau-legal.ca/Italie.pdf>.

<https://www.conseil-constitutionnel.fr/le-bloc-de-constitutionnalite/declaration-des-droits-de-l-homme-et-du-citoyen-de-1789>: https://www5.tbmm.gov.tr/tutanaklar/KANUNLAR_KARARLAR/kanuntbmmc010/kanuntbmmc010/kanuntbmmc01001827.pdf.

https://www5.tbmm.gov.tr/tutanaklar/KANUNLAR_KARARLAR/kanuntbmmc002/kanuntbmmc002/kanuntbmmc00200431.pdf.

<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k576090f/f1.image.r=mustafa%20kemal?rk=64378;0#>.

<https://www.vie-publique.fr/eclairage/20205-laicite-le-regime-de-separation-entre-letat-et-les-cultes>.

<https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/histoire-et-patrimoine/revolution-francaise/la-convention-nationale-et-la-fin-de-la-royaute#date>.

https://www5.tbmm.gov.tr/tutanaklar/KANUNLAR_KARARLAR/kanuntbmmc002/kanuntbmmc002/kanuntbmmc00200429.pdf.

https://www5.tbmm.gov.tr/tutanaklar/KANUNLAR_KARARLAR/kanuntbmmc004/kanuntbmmc004/kanuntbmmc00400677.pdf.

https://www5.tbmm.gov.tr/tutanaklar/KANUNLAR_KARARLAR/kanuntbmmc002/kanuntbmmc002/kanuntbmmc00200430.pdf.

<https://www.tbmm.gov.tr/tutanaklar/TUTANAK/TBMM/d18/c059/b106/tbmm180591060419.pdf>.

<http://www.resmigazete.gov.tr/arsiv/339.pdf>.

<https://www.mevzuat.gov.tr/mevzuatmetin/1.3.1353.pdf>.

<kanuntbmmc00601222.pdf>.

- <https://www.chp.org.tr/haberler/chp-tarihi.kanuntbmmc00400765.pdf>.
- <https://www.lexpera.com.tr/mevzuat/kanunlar/turk-ceza-kanunu-765.kanunmgkc06602787.pdf>.
- <https://www.mevzuat.gov.tr/mevzuat?MevzuatNo=5237&MevzuatTur=1&MevzuatTertip=5>.
- <https://hukukmusavirligi.diyanet.gov.tr/Documents/N%C4%B0KAH%20GENELGES%C4%B0.pdf>.
- <https://www.lexpera.com.tr/mevzuat/kanunlar/turk-kanunu-medenisi-743>.
- <https://www.mevzuat.gov.tr/#anayasa>.
- <https://www.mevzuat.gov.tr/MevzuatMetin/1.5.633.pdf>.
- <https://www.cumhuriyet.com.tr/siyaset/diyanet-isleri-baskanliginin-2025-yili-butcesi-1301-milyar-tl-olarak-2259374>.
- <https://www.cumhuriyet.com.tr/haber/diyanete-para-dayanmiyor-25-milyar-liralik-butce-7-milyar-tlye-cikarildi-942156>.
- <https://stratejigelistirme.diyanet.gov.tr/sayfa/57/istatistikler>.
- https://www.tbmm.gov.tr/anayasa/anayasa_2018.pdf.
- <https://www.anayasa.gov.tr/tr/mahkeme/tarihi/5/>.
- <https://www.anayasa.gov.tr/tr/mahkeme/tarihi/5/>.
- <https://www.anayasa.gov.tr/media/3617/tulensiyasipartilerinkapatilmasi.pdf>.
- <https://www.mevzuat.gov.tr/mevzuat?MevzuatNo=4721&MevzuatTur=1&MevzuatTertip=5> (consulté le 7.04.2025). <https://www.mevzuat.gov.tr/mevzuat?MevzuatNo=5237&MevzuatTur=1&MevzuatTertip=5>.
- <http://www.mevzuat.gov.tr/MevzuatMetin/3.5.85105.pdf>.

Décisions de la Cour Constitutionnelle

- AYM, E. 1971/1, K. 1971/1, T. 20.05.1971: Anayasa Mahkemesi Kararlar Dergisi, Lien: https://www.anayasa.gov.tr/files/pdf/kararlar_dergisi/kd_09.pdf.
- AYM, E. 1970/53, K. 1971/76, T. 21.10.1971: T.C. Anayasa Mahkemesi Kararlar Bilgi Bankası.
- AYM, E. 1983/2, K. 1983/2, T. 25.10.1983: Anayasa Mahkemesi Kararlar Bilgi Bankası.
- AYM, E. 1997/1, K. 1998/1, T. 16.01.1998: Anayasa Mahkemesi Kararlar Bilgi Bankası.
- AYM, E. 2008/1, K. 2008/2, T. 30.07.2008: Anayasa Mahkemesi Kararlar Bilgi Bankası.

Journal Officiel

- RG, 14.04.1928, S. 863.
- RG, 22.06.1935, S. 3035.
- RG, 13.02.1937, S. 3533.